

GROUPE TF1

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

31 DÉCEMBRE 2011

Les états financiers consolidés du groupe TF1 au 31 décembre 2011 se lisent en complément des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2009 tels qu'ils figurent dans le Document de référence 2010 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 17 mars 2011 sous le numéro D.11-0145, et établis selon le référentiel IFRS.

Les comptes ont été audités et les rapports de certification ont été émis sans réserve par les Commissaires aux comptes.

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en millions d'euros)	<i>Notes</i>	2011.12	2010.12
Goodwill	7	874,3	883,5
Immobilisations incorporelles		142,0	147,4
Droits audiovisuels	8.1	70,8	77,5
Autres immobilisations incorporelles	8.2	71,2	69,9
Immobilisations corporelles	9	230,8	186,1
Participations dans les entreprises associées	10	1,3	13,9
Actifs financiers non courants	12.1	167,6	181,2
Actifs d'impôt non courants	28.2.2	5,8	2,6
Total actifs non courants		1 421,8	1 414,7
Stocks et en-cours		648,5	631,4
Programmes et droits de diffusion	11	635,6	617,7
Autres stocks		12,9	13,7
Clients et autres débiteurs	12.4	1 241,8	1 227,3
Actifs d'impôt courants		0,5	7,6
Autres actifs financiers courants	12	5,9	4,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12.5	35,9	39,3
Total actifs courants		1 932,6	1 910,0
Actifs en cours de cession		-	-
TOTAL ACTIF		3 354,4	3 324,7

BILAN CONSOLIDE (suite)

PASSIF (en millions d'euros)	<i>Notes</i>	2011.12	2010.12
Capital	13.1	42,2	42,7
Primes et réserves		1 350,2	1 267,9
Résultat consolidé de l'exercice		182,7	228,3
Total capitaux propres part du groupe		1 575,1	1 538,9
Intérêts minoritaires		12,1	8,7
Total capitaux propres		1 587,2	1 547,6
Emprunts non courants	14 et 15	18,0	16,1
Provisions non courantes	16.1	40,0	44,4
Passifs d'impôt non courants	28.2.2	9,9	11,0
Total passifs non courants		67,9	71,5
Dettes financières courantes	15	58,5	6,1
Fournisseurs et autres créditeurs	14	1 563,7	1 638,5
Provisions courantes	16.2	56,6	51,7
Passifs d'impôt courants		20,2	5,7
Autres passifs financiers courants	14	0,3	3,6
Total passifs courants		1 699,3	1 705,6
Passifs liés aux actifs en cours de cession		-	-
TOTAL PASSIF		3 354,4	3 324,7
Trésorerie nette (+) / Endettement financier net (-)	15	(40,6)	16,8

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	Exercice 2011	Exercice 2010
Recettes de publicité		1 821,5	1 793,3
- Antenne TF1		1 504,1	1 549,8
- autres supports		317,4	243,5
Recettes de la diversification hors publicité		798,2	829,1
Chiffre d'affaires	17	2 619,7	2 622,4
Autres produits de l'activité		0,8	-
Consommation de production externe	18	(702,9)	(664,5)
Autres achats consommés et variation de stocks	19	(432,3)	(517,7)
Charges de personnel	20	(432,8)	(434,9)
Charges externes	21	(469,7)	(502,2)
Impôts et taxes	22	(145,2)	(145,6)
Dotations nettes aux amortissements		(78,4)	(90,5)
Dotations nettes aux provisions		(29,9)	(14,5)
Autres produits d'exploitation	23	87,5	78,3
Autres charges d'exploitation	23	(133,9)	(100,4)
Résultat opérationnel courant		282,9	230,4
Autres produits opérationnels	24	-	102,0
Autres charges opérationnelles	24	-	(19,2)
Résultat opérationnel		282,9	313,2
Produits sur endettement financier	25	1,4	3,1
Charges sur endettement financier	25	(0,9)	(21,3)
Coût de l'endettement financier net		0,5	(18,2)
Autres produits financiers	26	5,9	2,4
Autres charges financières	26	(0,8)	(4,9)
Impôt	28	(88,7)	(68,9)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10	(13,7)	5,7
Résultat net des activités poursuivies		186,1	229,3
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		186,1	229,3
<i>attribuable au Groupe</i>		182,7	228,3
<i>attribuable aux intérêts minoritaires</i>		3,4	1,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	29	212 436	213 396
Résultat des activités poursuivies par action (en euros)	29	0,86	1,07
Résultat des activités poursuivies dilué par action (en euros)	29	0,86	1,06

ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

(en millions d'euros)	Exercice 2011	Exercice 2010
Résultat net consolidé	186,1	229,3
Éléments non recyclables en résultat net		
Gains / pertes actuariels sur avantages du personnel	2,4	2,4
Impôts nets sur opérations en capitaux propres non recyclables en résultat	(0,8)	(0,8)
Quote-part des produits et charges des entités associées non recyclables comptabilisés en capitaux propres	-	-
Éléments recyclables en résultat net		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	2,3	3,7
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Variation des écarts de conversion sur sociétés contrôlées	0,2	0,4
Impôts nets sur opérations en capitaux propres recyclables en résultat	(0,8)	(1,2)
Quote-part des produits et charges des entités associées recyclables comptabilisés en capitaux propres	-	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	3,3	4,5
Total des produits et charges comptabilisés	189,4	233,8
<i>attribuable au Groupe</i>	186,0	232,8
<i>attribuable aux intérêts minoritaires</i>	3,4	1,0

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	Capital	Primes	Actions d'auto- contrôle	Réserves	Produits et charges directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2009		42,7	3,7	(0,4)	1 351,4	(1,0)	1 396,4	0,2	1 396,6
Augmentation de capital (exercice de stock-options)		-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	1,5	-	1,5	-	1,5
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-
Annulation d'actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés		-	-	-	(91,8)	-	(91,8)	-	(91,8)
Autres opérations avec les actionnaires		-	-	-	-	-	-	7,5	7,5
Résultat net consolidé		-	-	-	228,3	-	228,3	1,0	229,3
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-	-	-	-	4,5	4,5	-	4,5
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2010		42,7	3,7	(0,4)	1 489,4	3,5	1 538,9	8,7	1 547,6
Augmentation de capital (exercice de stock-options)		-	0,1	-	-	-	0,1	-	0,1
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	1,0	-	1,0	-	1,0
Rachat d'actions propres		-	-	(26,5)	-	-	(26,5)	-	(26,5)
Annulation d'actions propres	(0,5)	(3,8)	26,2	(21,9)	-	-	(0,0)	-	(0,0)
Dividendes versés		-	-	-	(117,2)	-	(117,2)	-	(117,2)
Autres opérations avec les actionnaires		-	-	-	(7,2)	-	(7,2)	-	(7,2)
Résultat net consolidé		-	-	-	182,7	-	182,7	3,4	186,1
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-	-	-	-	3,3	3,3	-	3,3
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2011		42,2	-	(0,7)	1 526,8	6,8	1 575,1	12,1	1 587,2

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Notes	Exercice 2011	Exercice 2010
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)		186,1	229,3
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions (hors actif circulant)		79,7	107,7
<i>Immobilisations incorporelles et goodwill</i>		48,2	74,9
<i>Immobilisations corporelles</i>		29,7	29,4
<i>Immobilisations financières</i>		0,2	1,8
<i>Provisions non courantes</i>		1,6	1,6
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(14,6)	(15,8)
Variations de juste valeur		(2,5)	(106,0)
Paiements fondés sur des actions		1,0	1,5
Résultat de cessions d'actifs		(3,5)	0,6
Quote-part dans les résultats des entreprises associées et dividendes		13,7	(5,7)
Produits de dividendes (titres non consolidés)		(1,7)	(1,5)
Sous-total		258,2	210,1
Coût de l'endettement financier net		(0,5)	18,2
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		88,7	68,9
Capacité d'autofinancement		346,4	297,2
Impôts versés (-) / remboursés (+)		(73,2)	(52,7)
Variation du BFR lié à l'activité		(82,1)	56,9
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		191,1	301,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(100,9)	(51,0)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,9	2,6
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		(5,4)	(6,6)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		-	-
Incidence des variations de périmètre	30.2	8,8	(192,9)
<i>Prix d'acquisition des activités consolidées</i>		(4,8)	(201,7)
<i>Prix de cession des activités consolidées</i>		16,8	-
<i>Dettes nettes sur activités consolidées</i>		-	-
<i>Autres variations de périmètre sur trésorerie</i>		(3,2)	8,8
Dividendes reçus		1,7	1,5
Variation des prêts et avances consentis		(0,8)	0,5
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(94,7)	(245,9)
Sommes reçues lors de l'exercice de stock-options		0,1	-
Rachats et reventes d'actions propres		(26,5)	-
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		(117,2)	(91,8)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	30.3	0,2	18,7
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location-financement)	30.3	(8,7)	(500,6)
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location-financement)		0,5	(11,6)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(151,6)	(585,3)
VARIATION DE LA TRESORERIE SUR ACTIVITES POURSUIVIES		(55,2)	(529,8)
Trésorerie au début de l'exercice - Activités poursuivies		37,0	566,8
Variation de la trésorerie - Activités poursuivies		(55,2)	(529,8)
Trésorerie à la clôture de l'exercice - Activités poursuivies	30.1	(18,2)	37,0

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1	Faits marquants de l'exercice 2011	9
2	Principes et méthodes comptables	10
3	Variations significatives du périmètre de consolidation	29
4	Activité en cours de cession	30
5	Participations dans les coentreprises	31
6	Information sectorielle	31
7	Goodwill	34
8	Immobilisations incorporelles	35
9	Immobilisations corporelles	37
10	Participations dans les entreprises associées	38
11	Programmes et droits de diffusion	39
12	Actifs financiers	40
13	Capitaux propres consolidés	44
14	Passifs financiers	45
15	Endettement financier net	47
16	Provisions	47
17	Produits de l'activité	51
18	Consommation de production externe	51
19	Autres achats consommés et variations des stocks	51
20	Charges de personnel	51
21	Charges externes	53
22	Impôts et taxes	53
23	Autres produits et charges d'exploitation	53
24	Autres produits et charges opérationnels	54
25	Coût de l'endettement financier net	54
26	Autres produits et charges financiers	54
27	Charges et produits nets sur actifs et passifs financiers	55
28	Impôts sur le résultat	55
29	Résultat par action	57
30	Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés	58
31	Gestion des risques	60
32	Options d'achat ou de souscription d'actions	69
33	Engagements hors bilan	70
34	Informations sur les parties liées	72
35	Honoraires des commissaires aux comptes	74
36	Dépendance du Groupe à l'égard des licences concédées	74
37	Événements postérieurs à la clôture	74
38	Périmètre de consolidation détaillé	75

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1 Faits marquants de l'exercice 2011

1-1. Cession de l'activité SPS

Le 8 avril 2011, le groupe TF1 a signé un protocole d'accord sur la cession de la totalité de sa participation dans le groupe SPS (jeux et paris sportifs en ligne) à Solfive. La finalisation de cette cession est intervenue le 2 mai 2011 après l'obtention de l'accord de l'Autorité de Régulation des Jeux En Ligne sur le maintien de la licence d'opérateur octroyée à SPS le 7 juin 2010.

Dès le 31 mars 2011, les comptes consolidés du Groupe incluaient :

- une perte opérationnelle constatée au titre de SPS jusqu'à cette cession pour un montant de 11 millions d'euros incluant les coûts liés à la cession, à comparer au résultat opérationnel courant négatif de 23,6 millions d'euros constaté au 31 décembre 2010. Pour mémoire, au 31 décembre 2010, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue pour 6,1 millions d'euros et la dépréciation du goodwill de 12,2 millions d'euros avaient été présentés respectivement sur les lignes « autres produits opérationnels » et « autres charges opérationnelles ».
- un produit d'impôt de 13,8 millions d'euros lié à la cession et comptabilisé dans le compte de résultat sur la ligne « impôt ».

Par ailleurs, au quatrième trimestre 2011, Solfive a revendu le groupe SPS au groupe Unibet. Conformément au contrat de cession entre le groupe TF1 et Solfive, un produit de 2,4 millions d'euros a été reversé au groupe TF1.

1-2. TF1 Droits audiovisuels – commercialisation du film « Miracle at Santa Anna »

Suite au jugement rendu en première instance le 21 juin 2011 qui condamnait TF1 Droits Audiovisuels à verser 32 millions d'euros au titre de différents préjudices, une médiation est intervenue entre les parties et a abouti le 25 juillet à un accord pour renoncer à tout recours contre TF1 en contrepartie du versement d'indemnités.

Pour mémoire, en octobre 2007, TF1 Droits audiovisuels a signé un accord pour la commercialisation sur les quatre principaux territoires européens (hors Italie) d'un film intitulé « Miracle at Santa Anna ». Fin 2008, TF1 Droits Audiovisuels a refusé la commercialisation du film, non conforme aux caractéristiques contractuelles, et a demandé la résiliation du contrat. Ce litige a été porté devant le Tribunal de Grande Instance de Paris.

Les conséquences financières de cet accord sont intégrées dans les comptes du Groupe depuis la clôture 30 juin 2011.

1-3. **Acquisition Metro France**

Le 28 juillet 2011, le groupe TF1, actionnaire à 34,3 % depuis 2003, a finalisé l'acquisition de 65,7 % complémentaires du capital de Metro France pour un prix définitif de 3,2 millions d'euros. A compter de cette date, l'activité de Metro France est consolidée en intégration globale dans les comptes du groupe TF1.

Lors de l'arrêté des comptes du 30 juin 2011, l'incidence de cette transaction, alors en cours, sur les titres mis en équivalence Metro France a été constatée au travers d'une provision pour dépréciation pour 7,9 millions d'euros. (cf note 10 – participations dans les entreprises associées).

Les comptes au 31 décembre 2011 incluent un goodwill en cours d'affectation d'un montant de 9,1 millions d'euros pour 100 % de la participation. Le chiffre d'affaires de Metro France intégré dans les comptes consolidés depuis le 28 juillet s'élève à 15,4 millions d'euros. L'incidence sur le résultat opérationnel est non significative.

1-4. **Cession de TCM DA et TCM Gestion**

Le 19 avril 2011, le groupe TF1 a cédé au groupe M6 la totalité de sa participation de 50 % détenue dans leur filiale commune de catalogue de droits TCM DA. La quote-part de pertes opérationnelles comptabilisée au titre des quatre mois est de 2,5 millions d'euros, incluant principalement une moins value de réévaluation des droits audiovisuels détenus.

1-5. **Finalisation de la cession de 1001 Listes**

La cession de 1001 Listes a été finalisée le 4 février 2011, sans impact significatif sur les comptes consolidés de la période (cf note 3 - Variations significatives du périmètre de consolidation).

2 Principes et méthodes comptables

2-1. **Déclaration de conformité et base de préparation des états financiers**

Les comptes du groupe TF1 au 31 décembre 2011 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté par l'Union européenne (règlement 1606/2002 du 19 juillet 2002).

Ils intègrent les comptes de TF1 SA et de ses filiales et coentreprises ainsi que les participations du Groupe dans les entreprises associées. Ils intègrent également les recommandations de présentation du CNC n°2009-R-03 du 2 juillet 2009 en matière d'états financiers.

Ils sont présentés en millions d'euros.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 15 février 2012 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire du 19 avril 2012.

2-2. Nouvelles normes IFRS

2-2-1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne et d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011

Le Groupe a adopté toutes les normes et interprétations nouvelles et révisées, publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et approuvées par l'Union européenne, d'application obligatoire à ses opérations à compter du 1^{er} janvier 2011.

Norme	Date d'application			Incidences
	UE ⁽¹⁾		Groupe	
IAS 24 révisée - Informations relatives aux parties liées	19 juillet 2010		1 ^{er} janvier 2011	Incidences sur les annexes présentées en note 34
IFRIC 14 Amendement - Paiements anticipés des exigences de financement minimal	19 juillet 2010		1 ^{er} janvier 2011	Sans incidence sur les comptes
IFRIC 19 Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres	23 juillet 2010		1 ^{er} janvier 2011	Sans incidence sur les comptes
Amendement IFRS 7 : informations à fournir, transferts d'actifs financiers	22 novembre 2011		1 ^{er} janvier 2012	Incidence sur les annexes en cours de revue
Projet annuel d'amélioration des IFRS	19 février 2011		1 ^{er} janvier 2011	Sans incidence sur les comptes
<i>(1) sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne</i>				

Pour la clôture du 31 décembre 2011, le groupe TF1 a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes publiées par l'IASB, approuvées par l'Union européenne dont l'application est obligatoire sur les exercices postérieurs à la clôture.

2-2-2. Normes, amendements et interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées par l'Union européenne

Norme	Date d'application IASB*	Impacts Groupe attendus
IAS 27 révisée : états financiers individuels	1 ^{er} janvier 2013	Sans incidence sur les comptes
IAS 28 révisée : participations dans les entreprises associées et coentreprises	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 9 : instruments financiers	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 10 : états financiers consolidés	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 11 : accords conjoints	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 12 : informations à fournir sur les participations dans les autres entités	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 13 : évaluation à la juste valeur	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
Amendement IAS 12 : impôt différés, recouvrement des actifs sous-jacents	1 ^{er} janvier 2012	Sans incidence sur les comptes
Amendement IFRS 1 : hyperinflation grave et suppression des dates d'application fixes pour les	1 ^{er} juillet 2011	Sans incidence sur les comptes

nouveaux adoptants		
Amendement IAS 1 : présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) ⁽¹⁾	1 ^{er} juillet 2012	Sans incidence sur les comptes
Amendement IAS 19 : Avantages du personnel	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
* sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne		
(1) Bien que non encore adopté par l'Union Européenne, le Groupe TF1 a décidé d'appliquer par anticipation cet amendement conformément à la recommandation AMF.		

2-3. Changements de méthode comptable

En 2011, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables, en dehors des obligations IFRS présentées en note 2-2-1 applicables à compter du 1^{er} janvier 2011.

2-4. Principes comptables, jugements et recours à des estimations

Lors de la préparation des états financiers consolidés, la direction du groupe TF1 est amenée à faire appel à des jugements pour définir ses principes comptables et à des estimations pour déterminer l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges qui peuvent avoir une incidence significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

2-4-1. Principes comptables

Les principes comptables retenus par le Groupe ainsi que les principales analyses qui les fondent sont listés ci-dessous et décrits dans les notes ci-après correspondantes :

- Goodwill et tests de dépréciation (se reporter aux notes 2-8 et 2-11)
- Comptabilisation et évaluation des droits audiovisuels (note 2-8-1)
- Comptabilisation et évaluation des programmes, droits de diffusion et droits de retransmission sportive (note 2-12)
- Classification des instruments financiers (notes 2-11 et 2-17)
- Comptabilisation des produits de l'activité (notes 2-20)

2-4-2. Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés du groupe TF1 implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Les principales méthodes comptables dont l'application nécessite le recours à des estimations portent sur les éléments suivants :

- Dépréciation des goodwill (note 7) : la valeur dans les comptes consolidés du groupe TF1 des goodwill est revue annuellement conformément aux principes mentionnés dans la note 2-10-1. Ces tests de dépréciation sont notamment sensibles aux prévisions financières à moyen terme ainsi qu'au taux d'actualisation retenu pour l'estimation de la valeur d'utilité des UGT.
- Dépréciation des droits audiovisuels (note 8-1) : le calcul de la dépréciation des droits audiovisuels est notamment fondé sur une analyse des prévisions de recettes futures.

- Dépréciation des programmes et droits de diffusion (note 11) : le calcul de la dépréciation des programmes et droits de diffusion, établi en fonction des perspectives de diffusion, repose principalement sur les grilles prévisionnelles de programmes.
- Évaluation des provisions pour indemnités de fin de carrière (note 16-1-2) : le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite est effectué en interne par TF1 selon la méthode des unités de crédit projetées décrite dans la note 2-19-1. Ce calcul est notamment sensible aux hypothèses de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires et au taux de rotation.
- Provisions (note 16) : elles sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le Groupe. Elles comprennent notamment des provisions pour litiges de toute nature dont le montant est estimé en tenant compte des hypothèses de dénouement les plus probables. Pour déterminer ces hypothèses la direction du Groupe s'appuie, si nécessaire, sur des évaluations réalisées par des conseils externes.
- Juste valeur des instruments financiers (notes 12 et 14) : la juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché. Pour les instruments financiers dérivés, cette valeur est déterminée et transmise au Groupe par ses contreparties bancaires. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie.

2-5. Méthodes de consolidation

Filiales

Les filiales sont les sociétés sur lesquelles TF1 exerce un contrôle. Ce dernier est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise de manière à tirer avantage de ses activités. Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe ; les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

Le Groupe comptabilise les participations dans lesquelles il exerce le contrôle exclusif selon la méthode de l'intégration globale : les actifs, passifs, produits et charges de la filiale sont intégrés à 100 %, ligne à ligne dans les états consolidés, et la quote-part des capitaux propres et du résultat net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en intérêts minoritaires au bilan et au compte de résultat consolidés.

Coentreprises

Les coentreprises sont les participations de TF1 dans lesquelles le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles est contractuellement partagé avec une ou plusieurs parties dont aucune n'exerce seule le contrôle. Le Groupe comptabilise ses participations dans les entités contrôlées conjointement selon la méthode de l'intégration proportionnelle : les quotes-parts du Groupe dans tous les actifs, passifs, produits et charges de l'entité contrôlée conjointement sont incluses ligne à ligne dans les états financiers consolidés.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les participations dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles de l'entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque la société mère dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de l'entité. Cette présomption est revue selon les modes de gouvernance et de gestion effectifs de ces entités.

Le Groupe comptabilise ses investissements dans les entreprises associées selon la méthode de la mise en équivalence : la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée à son coût d'acquisition, puis sa valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans les résultats et les autres variations de capitaux propres de l'entreprise détenue survenues après la date d'acquisition.

2-6. Méthodes de conversion des éléments en devises

2-6-1. Conversion des états financiers des entités étrangères

Les états financiers des activités à l'étranger sont convertis en Euro, monnaie de présentation des états financiers du groupe TF1. Tous les actifs et passifs des entités sont convertis au cours de clôture et les produits et charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les réserves de conversion résultant de ce traitement et celles résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont incluses dans le poste " Primes et réserves" des capitaux propres consolidés. Lors de la cession d'une entité étrangère, ces différences de change sont reprises dans le compte de résultat comme élément du résultat de cession.

➤ Règles spécifiques à la première adoption des IFRS

Le Groupe a retenu l'option offerte par IFRS 1 consistant à remettre à zéro les écarts précédemment calculés lors de la conversion des comptes des filiales étrangères en euros. Le montant existant au 1^{er} janvier 2004 en normes françaises a été reclassé en réserves, sans impact sur les capitaux propres, part du Groupe. Il ne sera donc pas tenu compte dans les résultats de cessions futurs d'entités consolidées ou associées des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS.

2-6-2. Conversion des transactions en devises étrangères

Les opérations en devises étrangères des filiales et coentreprises sont initialement enregistrées dans leur monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans une devise étrangère sont comptabilisés au coût historique et convertis au cours de change à la date de la transaction.

2-7. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition en application de la norme IFRS 3. Cette dernière a fait l'objet d'une révision applicable au 1^{er} janvier 2010, sans effet rétroactif, dont les principales conséquences sont un renforcement du critère de contrôle dans le traitement comptable du regroupement et une plus grande utilisation de la juste valeur.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités comme indiqué ci-après :

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise

Les actifs et passifs identifiables et les passifs éventuels de la société acquise qui satisfont aux critères IFRS de reconnaissance sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition, à l'exception des actifs non courants en cours de cession qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de vente conformément à IFRS 5.

La différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs identifiés et passifs éventuels à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill. Sur option à prendre lors de chaque regroupement, les intérêts minoritaires peuvent être évalués à la juste valeur donnant lieu en conséquence à la comptabilisation d'un goodwill complémentaire (option du goodwill « complet »).

Les variations ultérieures du pourcentage d'intérêt sans remise en cause du contrôle de la société acquise constituent des opérations entre actionnaires, la différence entre la valeur de rachat (ou de cession) et la valeur comptable de la quote-part acquise (ou cédée) est comptabilisée en capitaux propres.

Dans le cas de regroupements d'entreprises réalisés par étape, les quotes-parts détenues antérieurement à la prise de contrôle font l'objet d'une revalorisation à la juste valeur en contrepartie du résultat. Il en est de même pour les quotes-parts conservées après la perte du contrôle.

Par ailleurs, le montant des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises est comptabilisé en résultat.

Lorsqu'un goodwill est déterminé de façon provisoire à la clôture de l'exercice au cours duquel l'acquisition est réalisée, le Groupe comptabilise les ajustements de ces valeurs provisoires dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Si les changements entre les valeurs provisoires et les valeurs finales affectent matériellement la présentation des états financiers, l'information comparative présentée pour la période précédant la finalisation des justes valeurs est retraitée comme si les valeurs avaient été finalisées dès la date d'acquisition.

Lorsque l'écart entre le coût du regroupement et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs, passifs identifiables et passifs éventuels est négatif, il est immédiatement constaté en résultat.

Ultérieurement, les goodwill sont évalués à leur coût diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur, déterminées conformément à la méthode décrite à la note 2-10. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel, de manière irréversible.

✓ **Règles spécifiques à la première adoption des IFRS**

Le Groupe n'a pas, conformément à l'option offerte par IFRS 1, modifié les calculs de goodwill effectués lors des acquisitions réalisées avant le 1^{er} janvier 2004.

✓ **Règles appliquées aux regroupements antérieurs au 1^{er} janvier 2010 :**

La révision de la norme IFRS 3 – regroupement d'entreprises n'étant pas d'application rétrospective, les goodwill des opérations antérieures au 1^{er} janvier 2010 ont été maintenus à leur valeur au 31 décembre 2009. Ils ont été déterminés selon les règles applicables à la date des opérations correspondantes. Les principales différences de traitements sont indiquées ci-après :

- Dans le cas de regroupements d'entreprises réalisés par étape, les quotes-parts antérieurement détenues ne faisaient pas l'objet de réévaluation.
- Les coûts d'acquisition constituaient une composante du coût du regroupement, ils sont donc inclus dans le montant des goodwill comptabilisés avant le 1^{er} janvier 2010.
- L'option permettant une évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires ne pouvait être appliquée, la méthode du goodwill complet ne pouvait donc être utilisée.
- Les variations du pourcentage d'intérêt sans remise en cause du contrôle de la société acquise donnaient lieu à la comptabilisation d'un goodwill complémentaire dans le cas d'une acquisition ou d'un résultat dans le cas d'une cession.

2-8. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées soit à leur coût d'acquisition, soit à la juste valeur à la date d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Postérieurement à la date d'acquisition, elles sont évaluées à leur coût d'entrée diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur la durée d'utilité économique.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ne sont pas amorties.

2-8-1. Droits audiovisuels

Dans cette rubrique figurent essentiellement les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 Films Production, TF1 Vidéo et TF1 Production, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 DA et TF1 Entreprises, ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif du bilan dans la rubrique "Droits audiovisuels" à leur coût historique à compter des faits générateurs suivants :

- la date du dernier tour de manivelle ou la date du visa d'exploitation pour les parts de coproductions cinématographiques,
- la date de signature des contrats pour les droits audiovisuels de distribution et/ou de négoce et les droits musicaux acquis.

Les modalités d'amortissement des différentes catégories de droits audiovisuels sont les suivantes :

- Parts de coproductions cinématographiques : elles sont amorties en fonction des recettes sur 8 ans.
- Droits audiovisuels "distribution" : ils sont amortis en fonction des recettes avec un minimum linéaire sur 3 ans.
- Droits audiovisuels "négoce" : ils sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans.
- Droits musicaux : ils sont amortis sur une durée de 2 ans et l'amortissement comptabilisé la première année correspond à 75 % de leur valeur brute, les 25 % restants étant amortis au cours de la deuxième année.
- La modalité d'amortissement retenue pour les films coproduits par TF1 Films Production est l'amortissement en fonction des recettes sur un horizon de temps limité en tenant compte de la chronologie des sources de revenus, méthode conforme à la pratique du secteur.

Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement, le cas échéant, lorsque les prévisions de recettes futures ne couvrent pas la valeur comptable nette.

2-8-2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles dépréciations. Ils comprennent essentiellement les licences d'exploitation (autres que les licences de diffusion et droits audiovisuels), les marques commerciales et droits assimilés ainsi que les logiciels informatiques.

Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, à l'exception de certaines marques commerciales à durée de vie indéterminée détenues par le Groupe, qui ne sont pas amorties. Ces marques font l'objet de tests de dépréciation (cf note 2-10-1).

2-9. Immobilisations corporelles

2-9-1. Immobilisations corporelles détenues en propre

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.

La dotation aux amortissements est comptabilisée selon le mode linéaire, sur la durée prévue d'utilisation des actifs et en tenant compte, le cas échéant, de la valeur résiduelle :

Constructions :	25 à 50 ans
Équipements techniques :	3 à 7 ans
Autres installations, outillage et mobilier :	2 à 10 ans
Les terrains ne sont pas amortis.	

Lorsqu'une immobilisation corporelle est constituée de composants ayant des durées d'utilisation différentes, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts dans les immobilisations corporelles.

Les profits ou les pertes provenant de la cession d'une immobilisation corporelle sont déterminés par la différence entre les produits de cession et la valeur nette comptable de l'actif cédé, et sont inclus dans les "Autres produits et charges d'exploitation".

2-9-2. Immobilisations corporelles acquises en location-financement

Les contrats de location d'immobilisations corporelles qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des avantages et les risques inhérents à la propriété des biens sont comptabilisés au bilan, au démarrage du contrat de location, à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimum au titre de la location. Les paiements des loyers sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette. Les charges financières sont enregistrées en compte de résultat au poste "Charges sur endettement financier" inclus dans le "Coût de l'endettement financier net".

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement sont amortis selon les mêmes durées que les biens acquis en propre, de catégorie identique.

2-10. Dépréciation des actifs non courants

Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquant qu'une réduction de valeur est susceptible d'avoir affecté les actifs non courants. Lorsqu'une telle indication existe, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif (goodwill et actifs incorporels à durée de vie indéfinie), une évaluation de la valeur recouvrable de l'actif est effectuée.

2-10-1. Goodwill et actifs incorporels à durée de vie indéfinie

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa "juste valeur diminuée des coûts de la vente" si cette dernière peut être déterminée de manière fiable ; à défaut, elle est égale à sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des actifs auxquels il est possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants est déterminée individuellement. Les autres actifs sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.) à laquelle ils appartiennent afin de déterminer leur valeur d'utilité. Une U.G.T. est définie comme le plus petit groupe d'actifs dont les flux de trésorerie sont largement indépendants de ceux générés par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

La valeur d'utilité d'un actif ou d'une U.G.T. est mesurée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (D.C.F.), en se fondant sur les projections de flux financiers futurs à 3 ans issus des plans validés par la Direction Générale du Groupe et le Conseil d'Administration, complétées d'un flux normatif représentatif des flux attendus au-delà du plan d'affaires. Ces flux sont déterminés après impôts.

Ces projections de flux financiers sont actualisées en utilisant un taux d'actualisation après impôts, déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital calculé sur la base de paramètres de marché (Bêta, capitalisation ...) déterminés à partir d'un échantillon de sociétés représentatif du secteur d'activité de l'actif testé.

La "juste valeur diminuée des coûts de la vente" d'un actif ou d'une U.G.T. est mesurée le cas échéant par référence à sa valeur telle qu'elle ressort d'un protocole de vente ferme conclu à des conditions de marché.

Une dépréciation est constatée si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT s'avère inférieure à sa valeur au bilan. Les dépréciations relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie déterminée ou indéterminée peuvent être reprises ultérieurement, lorsque la valeur recouvrable de celles-ci redevient plus élevée que leur valeur comptable. Seules les dépréciations des goodwill sont irréversibles.

2-10-2. Titres mis en équivalence

Compte tenu du fait que les goodwill inclus dans la valeur comptable d'une participation dans les entreprises associées ne sont pas présentés séparément, ils ne font pas individuellement l'objet de tests de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36 ; la valeur comptable totale de la participation fait l'objet de tests de dépréciation en comparant sa valeur recouvrable à sa valeur comptable, selon indices de perte de valeur.

2-10-3. Autres actifs non courants

Les modalités de dépréciation des autres actifs, notamment pour les droits audiovisuels, sont présentées dans les paragraphes correspondants.

2-11. Actifs financiers

Les actifs financiers sont répartis entre les quatre catégories suivantes : les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et créances, les placements détenus jusqu'à l'échéance et les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces actifs financiers sont répartis en actifs courants et non courants conformément à la norme IAS 1.

Les transactions sur actifs financiers sont comptabilisées à la date de règlement.

2-11-1. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur qui correspond au coût d'acquisition, majoré des coûts de transaction. Lors des clôtures ultérieures, ces actifs sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans les capitaux propres et ne sont reprises en résultat que lors de la cession des actifs considérés.

Le Groupe classe dans cette catégorie les participations dans les sociétés sur lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée selon les principes d'évaluation à la juste valeur décrits dans la note 12. Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont maintenus à leur coût d'achat.

Les actifs financiers disponibles à la vente font l'objet d'un suivi individuel de dépréciation. Les gains et pertes latents sont comptabilisés en capitaux propres. En cas d'indication objective de perte de valeur significative et durable, une dépréciation est enregistrée en résultat.

2-11-2. Prêts et créances

Ces actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis au coût amorti lors de chaque clôture, en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie inclut les créances clients et autres débiteurs, les prêts et dépôts de garantie, les créances rattachées à des participations, la trésorerie, les avances en comptes courants consenties à des entités associées ou non consolidées.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est suivi individuellement et est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation.

La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat et peut être reprise si la valeur recouvrable est amenée à évoluer favorablement sur les exercices suivants.

2-11-3. Placements détenus jusqu'à l'échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, que l'entreprise a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Ces placements sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est suivi individuellement et est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation ; la perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

2-11-4. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur avec inscription des variations de juste valeur en résultat.

Cette catégorie recouvre :

- Les actifs financiers considérés comme détenus à des fins de transaction, qui comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble, et pour lesquels il existe une pratique de cession à court terme ;
- Les actifs désignés explicitement par le Groupe lors de leur reconnaissance initiale comme des instruments financiers dont la variation de juste valeur est enregistrée en résultat.

2-12. Programmes et droits de diffusion

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, le Groupe souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stock dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe).

Concernant les droits et les programmes pour lesquels les deux critères ci-dessus ne sont pas réunis, (œuvres non livrées, droits sportifs dont le droit de diffusion n'est ouvert que le jour de la réalisation de l'évènement, ...), le Groupe considère qu'il ne contrôle pas l'actif car il ne dispose pas du droit et de la capacité de diffuser l'œuvre. Ces droits ne sont, en conséquence, pas inscrits au bilan.

En revanche, les éventuels acomptes versés au titre de ces droits sont enregistrés en "Acomptes fournisseurs".

La rubrique "Programmes et droits de diffusion" du bilan intègre :

- la production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés du groupe TF1 pour ses antennes,

- la production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes du Groupe, et de la part coproducteur relative aux émissions réalisées pour le compte des chaînes du Groupe.

Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :

- la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production) ;
- les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition diminué, à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice.

Les programmes de TF1 SA (qui constituent la part prépondérante des stocks de programmes du Groupe) sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de cette diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux diffusions ou davantage, ils sont, sauf valorisation particulière dans les contrats d'acquisition, consommés de la manière suivante, selon le type de programme :

	Règles par types de programmes		
	Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes	Films, téléfilms, séries, dessins animés	Autres programmes et droits de diffusion
1ère diffusion	80 %	50 %	100 %
2ème diffusion	20 %	50 %	-

Les "Autres programmes et droits de diffusion" du tableau ci-dessus comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines/documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à 52 minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé ou si sa valeur contractuelle d'entrée en stock excède la valeur qui lui est attribuable en application des règles ci-dessus. La probabilité de diffusion s'apprécie en fonction des dernières grilles prévisionnelles de programme validées par la Direction. De plus, si ce droit fait l'objet d'une revente, l'éventuel écart défavorable entre sa valeur d'entrée en stock ou, le cas échéant, le montant des acomptes versés, et le prix de vente obtenu ou estimé est provisionné dès que la cession est probable.

Les programmes non diffusés dont les droits ont expiré font l'objet d'une "mise au rebut" comptabilisée en résultat opérationnel courant, l'éventuelle provision est parallèlement reprise.

Les droits commandés dans le cadre de contrats fermes mais qui ne sont pas encore diffusables (cf. ci-dessus) sont recensés dans la note 11 de l'annexe au paragraphe relatif à la sécurisation de la grille et sont valorisés à hauteur des montants contractuels ou du montant estimé des décaissements futurs (cas des « output deal »), sous déduction des acomptes versés.

2-13. Actifs financiers de gestion de trésorerie

Les actifs financiers de gestion de trésorerie représentent des titres ou des valeurs mobilières détenus à des fins de transaction, qui ont le caractère de placements monétaires mais qui ne satisfont pas aux critères d'équivalents de trésorerie. Ces actifs relèvent de la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat détenus à des fins de transaction.

2-14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste "Trésorerie et équivalents de trésorerie" du bilan intègre la trésorerie, les équivalents trésorerie et les comptes courants de trésorerie actifs.

La trésorerie comprend les liquidités disponibles sur les comptes courants bancaires et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme. Les placements considérés comme des équivalents de trésorerie sont facilement convertibles en un montant de trésorerie soumis à un risque négligeable de changement de valeur et présentent une maturité inférieure à 3 mois. Les comptes courants de trésorerie correspondent à la trésorerie placée auprès de filiales non consolidées ou mises en équivalence, à la quote-part non éliminée des comptes courants de trésorerie vis-à-vis des sociétés consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle et aux comptes courants avec d'autres entités du groupe Bouygues.

La trésorerie et les comptes courants de trésorerie sont des actifs financiers classés dans la catégorie des "Prêts et créances" et évalués au coût amorti.

2-15. Actifs en cours de cession

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est classé comme "en cours de cession" quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue et que la cession est hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupe d'actifs dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus faible de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des frais de cession.

Une activité est considérée comme cédée ou en cours de cession quand elle représente une activité distincte et significative pour le Groupe, et que les critères de classification comme actif détenu en vue de la vente ont été satisfaits ou lorsque le groupe TF1 a cédé l'activité.

Les activités cédées ou en cours de cession sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat des périodes publiées comprenant le résultat net après impôt des activités cédées ou en cours de cession jusqu'à la date de cession et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités cédées ou en cours de cession.

Les flux de trésorerie relatifs aux activités cédées ou en cours de cession sont isolés et présentés au bas du tableau de flux de trésorerie consolidé pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère matériel.

2-16. Actions propres

Les actions propres acquises sont déduites des capitaux propres consolidés. Aucun profit ni perte résultant de l'achat, la vente ou l'annulation des actions n'affecte le compte de résultat.

2-17. Passifs financiers

Les passifs financiers sont répartis entre les deux catégories suivantes : les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les passifs financiers au coût amorti.

La catégorie des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat recouvre :

- Les passifs considérés comme détenus à des fins de transaction, qui comprennent les passifs encourus principalement en vue d'être vendus ou rachetés à court terme ;
- Les passifs désignés explicitement par le Groupe lors de leur reconnaissance initiale comme des instruments financiers dont la variation de juste valeur est enregistrée en résultat.

Les passifs financiers du Groupe, hors instruments dérivés, sont constitués essentiellement d'emprunt obligataire, d'emprunts et dettes assimilées dont des lignes de crédits contractées auprès des banques ou du Groupe, des comptes courants de trésorerie passifs, des concours bancaires de trésorerie et de la dette enregistrée en contrepartie des actifs en location-financement.

Ces passifs sont évalués au coût amorti.

Lorsque tout ou partie d'un passif financier fait l'objet d'une couverture par un instrument financier de taux, la quote-part couverte est traitée en comptabilité de couverture (se reporter à la note 2-18-1).

2-17-1. Emprunt obligataire

Un emprunt obligataire est initialement comptabilisé pour le montant reçu net des coûts liés à l'emprunt.

Ultérieurement, l'emprunt est évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux intègre les frais d'émission et les primes de remboursement qui sont présentés au passif du bilan en diminution du montant nominal de la dette. La prime et les frais d'émission sont amortis de manière actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt obligataire. L'amortissement et la charge d'intérêt sont constatés dans la rubrique "Charges sur endettement financier". La part à moins d'un an des intérêts courus non échus est comptabilisée en "Dettes financières à court terme".

2-17-2. Autres dettes financières

Les autres dettes financières, courantes et non courantes, sont constituées des autres emprunts et dettes assimilées, des comptes courants de trésorerie passifs, des concours bancaires de trésorerie et de la dette enregistrée en contrepartie des actifs en location-financement, évalués au coût amorti.

✓ Engagement de rachat d'intérêts minoritaires :

Les engagements de rachat d'intérêts minoritaires consentis par le Groupe sont enregistrés en dettes financières, selon les dispositions de la norme IAS 32.

Suite à l'application à compter du 1^{er} janvier 2010 de la norme IAS 27 amendée, le Groupe a choisi de comptabiliser ces dettes financières en contrepartie des capitaux propres sans incidence sur la reconnaissance des intérêts minoritaires. A l'exception des effets d'actualisation reconnus en « charges sur endettement financier », les variations ultérieures de la dette sont également comptabilisées en contrepartie des capitaux propres.

Pour les engagements de rachat d'intérêts minoritaires rattachés à un regroupement d'entreprises réalisé antérieurement au 1^{er} janvier 2010, le Groupe comptabilisait en goodwill cette différence positive initiale et les variations ultérieures de valeur de la dette, hors effet d'actualisation.

2-18. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont initialement reconnus à leur juste valeur à la date d'entrée en vigueur des contrats et sont ultérieurement comptabilisés à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de swap, des options de taux d'intérêts, des achats à terme de devises étrangères et des options de change pour couvrir son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt et de change. La politique du Groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à son activité et non à des fins spéculatives.

2-18-1. Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Pour les besoins de comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme, tel qu'un prêt ou emprunt à taux fixe ou un actif ou passif en devise étrangère.
- soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables :
 - à un actif ou un passif tel que des prêts ou emprunts à taux variable,
 - à une transaction future hautement probable,
 - ou à un engagement ferme pour une couverture de risque de change.

A la date de mise en place d'une opération de couverture, le Groupe désigne de manière formelle l'instrument financier auquel sera appliquée la comptabilité de couverture et documente :

- la relation de couverture,
- l'efficacité de la relation de couverture, par la réalisation de tests d'efficacité dès l'initiation et de manière continue durant tous les exercices pour lesquels la couverture a été désignée.

Les instruments de couverture satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture sont comptabilisés de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat de la période. L'instrument de couverture et l'élément couvert sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché.
- Couverture de flux de trésorerie : le profit ou la perte, net d'impôts, relatif à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé en capitaux propres et la partie inefficace est comptabilisée en compte de résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte affecte le compte de résultat.

2-18-2. Instruments financiers dérivés non qualifiés de couverture

Les profits et pertes provenant des variations de juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture au sens de la norme IAS 39 sont comptabilisés dans le compte de résultat.

2-19. Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'une obligation (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers provoquera, de manière certaine ou probable, une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de

manière fiable. La provision est revue à chaque clôture et ajustée le cas échéant pour refléter la meilleure estimation de l'obligation à cette date.

Les passifs éventuels sont ceux dont l'existence doit être confirmée par la survenance d'événements futurs, ou pour lesquels la sortie de ressources ne peut être évaluée de manière fiable. Ils ne font pas l'objet de provision.

2-19-1. Provisions non courantes

Les principales natures de provisions non courantes sont les suivantes :

▪ **Provision pour indemnités de fin de carrière**

Les employés du Groupe bénéficient de prestations de retraite au travers de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies qui peuvent être gérés en partie via des régimes de couverture du Groupe.

Les salariés des filiales françaises du Groupe en France sont adhérents aux régimes généraux et complémentaires de retraite français : ces régimes correspondent à des régimes à cotisations définies pour lesquels les obligations du groupe TF1 se limitent au paiement de cotisations périodiques, basées sur un pourcentage spécifié des frais de personnel. Les cotisations à ces régimes de retraite à cotisations définies sont portées en charges de personnel dans le résultat de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées selon la méthode des unités de crédit projetées à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière, en tenant compte notamment :

- des droits conventionnels en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties constatées ;
- des salaires et appointements incluant un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation annuel des salaires ;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu chaque année.

Une partie de l'engagement est couverte par un contrat d'assurance. La provision pour indemnités de fin de carrière comptabilisée est égale à l'engagement de retraite diminué de la valeur du contrat.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues d'une année sur l'autre dans l'évaluation des engagements et des actifs de couverture ainsi que des conditions de marché effectivement constatées par rapport à ces hypothèses. Depuis le 1^{er} janvier 2007, ces écarts sont immédiatement enregistrés dans la période de leur constatation en contrepartie des capitaux propres, nets d'impôts différés selon l'option de l'amendement à IAS 19.

▪ **Provision pour congés d'ancienneté**

Elles couvrent le coût des jours de congés supplémentaires qui sont attribués par certaines sociétés du Groupe à leurs salariés en fonction de leur ancienneté. Le coût des jours de congés en cours d'acquisition est provisionné en tenant compte de l'ancienneté du personnel, du salaire à la date de consommation des droits et du taux de rotation du personnel. La provision fait l'objet d'une actualisation au même taux que l'engagement de retraite.

▪ **Provisions pour risques et litiges**

Ces provisions couvrent des litiges ou risques non récurrents et dont le dénouement se situe au-delà du cycle d'exploitation.

Elles sont évaluées à hauteur des sorties de ressources probables qu'occasionneront les procès ou litiges en cours dont le fait générateur existait à la date de clôture : les provisions pour litiges et contentieux comprennent les

débours estimés au titre des litiges, contentieux et réclamations de la part des tiers, y compris les charges relatives aux contentieux de nature sociale ou fiscale. En matière fiscale et sociale, le montant des redressements notifiés fait l'objet d'une provision si la société concernée estime que la prise en compte du bien fondé de sa position dans le contentieux l'opposant aux Administrations n'est pas hautement probable.

2-19-2. Provisions courantes

Les provisions courantes comprennent principalement les provisions pour litiges issus du cycle normal d'exploitation et dont l'issue devrait probablement intervenir dans les 12 mois à venir. Elles ont été déterminées selon les mêmes méthodes que les provisions non courantes (cf. ci-dessus).

2-20. Produits de l'activité

Les produits de l'activité du groupe TF1 sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable ;
- le montant des revenus peut être mesuré d'une façon fiable ;
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Plus spécifiquement, les principes de reconnaissance du chiffre d'affaires par type d'activité sont les suivants :

- Les ventes d'espace publicitaire sont constatées lorsque la publicité ou les spots publicitaires correspondant sont diffusés.
 - Si les ventes d'espace publicitaire concernent des supports n'appartenant pas au Groupe, le chiffre d'affaires reconnu par le Groupe est constitué de la commission de régie sauf à ce que la régie n'ait concédé au support une garantie de recouvrement sur les encaissements des ventes d'espace. Dans ce cas, le chiffre d'affaires reconnu par le Groupe sera égal au montant brut des ventes d'espace telles que facturées aux annonceurs.
 - Le Groupe réalise à titre marginal des échanges de publicité avec des supports autres que télévisuels (radio, presse écrite...). Ces opérations, qualifiées d'échanges dissemblables au sens de l'interprétation SIC 31, sont présentées de manière décompensée pour leur montant symétrique en chiffre d'affaires et en charges externes.
- La rémunération des chaînes thématiques par les opérateurs du câble et du satellite qui les diffusent, calculée sur la base d'un prix par abonné ou sous la forme d'un forfait annuel facturé à un opérateur, est comptabilisée soit mensuellement, sur la base des relevés des opérateurs, soit de façon linéaire sur l'année en cas de rémunération forfaitaire.
- Les ventes de droits audiovisuels sous licence sont constatées lorsque le bénéficiaire de la licence a reconnu le programme comme étant conforme aux conditions du contrat de licence (acceptation technique).
- Le chiffre d'affaires résultant des ventes de marchandises et de produits des activités d'édition et de distribution est présenté net des provisions pour retours attendus et des reversements effectués dans le cadre de certains contrats de mandat de distribution.
- Le chiffre d'affaires résultant d'opérations impliquant des intermédiaires techniques est constitué par le coût de la prestation supporté par le consommateur final dès lors que le Groupe assume le risque financier des transactions ainsi que les risques "SAV" et juridiques liés à cette prestation. A contrario, lorsque le Groupe se considère comme un intermédiaire, son chiffre d'affaires est constitué de sa rémunération nette.

Les autres produits de l'activité correspondent essentiellement aux redevances sur ventes facturées dans le cadre de contrats de licence.

Par ailleurs, les activités du Groupe n'incluent pas de manière significative de ventes d'éléments multiples au sens de la norme IAS 18.

2-21. Subventions

Les subventions reçues par le groupe TF1 incluent principalement les subventions reçues des fonds de soutien audiovisuels, notamment du Centre National de Cinématographie (CNC) par les sociétés de production du Groupe-

Les subventions des fonds de soutien audiovisuels sont inscrites au passif du bilan, en produits différés, au poste "Fournisseurs et autres créditeurs" dès lors qu'elles sont définitivement acquises ; elles sont enregistrées en résultat (sur la ligne "Autres produits d'exploitation") à due concurrence de l'amortissement des œuvres audiovisuelles auxquelles elles se rapportent, lorsque celles-ci se terminent ou obtiennent leur visa d'exploitation.

2-22. Autres produits et charges opérationnels

Ces postes regroupent des produits et charges en nombre très limité, inhabituels, peu fréquents, et significatifs au niveau consolidé, que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

2-23. Coût de l'endettement financier net

Le "Coût de l'endettement financier net" correspond aux "Charges sur endettement financier", diminuées des "Produits sur endettement financier".

Les "Charges sur endettement financier" sont constituées :

- des charges d'intérêt relatives à la dette financière courante et non courante,
- des amortissements des actifs ou passifs financiers évalués au coût amorti,
- des charges sur opérations de couvertures de taux,
- des charges liées à la comptabilisation à la juste valeur des actifs et passifs financiers (variation de juste valeur des instruments financiers dérivés de taux, variations de juste valeur des équivalents de trésorerie et des actifs financiers de gestion de trésorerie,...),
- des charges sur cession d'actifs de trésorerie.

Les charges d'intérêt sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les "Produits sur endettement financier" sont constitués :

- des produits d'intérêt relatifs à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux actifs financiers de gestion de trésorerie,
- des produits sur opérations de couvertures de taux,
- des autres revenus provenant des équivalents de trésorerie et des actifs financiers de gestion de trésorerie,

- des produits liés à la comptabilisation à la juste valeur des actifs et passifs financiers (variation de juste valeur des instruments financiers dérivés de taux, variations de juste valeur des équivalents de trésorerie et des actifs financiers de gestion de trésorerie,...),
- des produits sur cession d'actifs de trésorerie.

2-24. Imposition différée

Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilantielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et des passifs, à l'exception des cas particuliers prévus par la norme IAS 12 et notamment des goodwill.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués sur la base des taux d'impôt de l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les taux d'impôt utilisés sont ceux qui sont applicables ou quasi-adoptés à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs d'impôt différé sur les différences temporelles déductibles et sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices imposables futurs est probable.

Les impôts relatifs aux éléments directement reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en contrepartie des réserves consolidées.

2-25. Résultat par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Tous les titres donnant un droit illimité aux bénéficiaires sont pris en compte. Les actions de la société consolidante détenues par elle-même et le cas échéant par les sociétés consolidées sont exclues du nombre moyen d'actions en circulation.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments financiers donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture et en excluant les instruments antidilutifs.

Les plans d'options de souscription d'actions non dilutifs ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

2-26. Rémunérations dont le paiement est fondé sur des actions

TF1 a mis en place des plans d'options de souscription d'actions ainsi que des plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice de son personnel (note 32).

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les éléments de rémunération du personnel réglés en instruments de capitaux propres sont comptabilisés en "Charges de personnel" au compte de résultat, en contrepartie des capitaux propres.

Pour les plans d'attribution d'options de souscriptions d'actions, la charge totale est évaluée de façon définitive à la date d'attribution des options, selon le modèle de Black-Scholes-Merton et répartie en résultat sur la période d'acquisition des droits.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites, la charge totale est évaluée à la date d'attribution en tenant compte de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur, et répartie linéairement sur la période d'acquisition des droits.

Conformément aux dispositions des normes IFRS 1 et IFRS 2, seuls les plans octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis le 1^{er} janvier 2004 sont évalués et comptabilisés en "Charges de personnel".

2-27. Secteurs opérationnels

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées en domaines d'activités stratégiques et gérées suivant la nature des produits et services vendus dans les environnements économiques donnés. Cette segmentation en secteur d'activité sert de base à la présentation des données internes de gestion de l'entreprise et est utilisée par les décideurs opérationnels du Groupe dans leur suivi d'activité. Ces secteurs opérationnels correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel et aucun regroupement n'a été effectué.

La Direction évalue la performance de ces secteurs à partir du résultat opérationnel courant. Les résultats, actifs, et passifs des secteurs comprennent les éléments directement ou indirectement attribuables à un secteur d'activité. Les investissements bruts d'exploitation sectoriels correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles qui viennent accroître les postes d'actif correspondants. Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés aux conditions normales de marché.

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

Antennes France

Le secteur Antennes France regroupe l'antenne TF1, les activités associées ou dérivées considérées comme indissociables de l'antenne, les autres diffuseurs de programmes de télévision gratuite ou payante émettant principalement sur le territoire français, ainsi que l'activité de Metro France. Les activités indissociables de l'antenne incluent notamment la régie publicitaire du Groupe et les sociétés engagées dans la production ou la coproduction de programmes destinés essentiellement à l'antenne TF1 tel que TF1 Production.

Droits audiovisuels

Les filiales dont l'activité principale consiste à produire, éditer ou distribuer des droits audiovisuels non exclusivement destinés aux antennes du Groupe sont regroupées dans ce secteur. Les activités de production recouvrent les productions déléguées ou les coproductions d'œuvres cinématographiques. Les activités d'édition et de distribution regroupent tous les supports (CD, DVD,...) et tous les canaux (salles, chaînes de télévision, et tous circuits de distribution grand public).

Antennes Internationales

Les antennes internationales correspondent aux filiales engagées dans la conception et la diffusion de programmes de télévision payante et qui émettent principalement en dehors du territoire français.

Activités diverses

Ce secteur regroupe toutes les activités ne répondant pas aux caractéristiques des secteurs tels que définis ci-dessus et notamment, au 31 décembre 2010, les filiales 1001 Listes et SPS.

3 Variations significatives du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du groupe TF1 établis au 31 décembre 2011 incluent les comptes des sociétés dont la liste est donnée dans la note 38.

3-1. Variations significatives du périmètre en 2011

3-1-1. Acquisition de Metro France Publications

Suite à l'acquisition de 65,7 % du capital de Metro France Publications auprès de Metro International le 28 juillet 2011, le groupe TF1 a pris le contrôle de cette entité. Dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011, cette participation, antérieurement mise en équivalence, est consolidée en intégration globale à compter du 28 juillet 2011 (cf note 1 – faits marquants).

3-1-2. Cession du Groupe SPS

Suite à la cession le 2 mai 2011 de la totalité de la participation détenue par le groupe TF1 dans le groupe SPS, ces sociétés ne sont plus incluses dans le périmètre de consolidation à compter de cette date.

3-1-3. Cession des sociétés TCM et TCM DA

Les participations de 50 % détenues dans les entités TCM DA et TCM Gestion ont été cédées le 19 avril 2011. Ces entités, qui étaient consolidées en intégration proportionnelle, sont déconsolidées à compter de cette date (cf note 1 – faits marquants).

3-1-4. Cession des sociétés 1001 Listes

Suite à la finalisation de la cession le 4 février 2011, l'entité 1001 Listes et l'entité 1001 Listes Belgique sont déconsolidées au 1^{er} janvier 2011.

3-2. Rappel des variations significatives du périmètre 2010

3-2-1. Intégration des sociétés TMC et NT1

Le 11 juin 2010, le groupe TF1 a pris le contrôle des sociétés TMC, TMC Régie et NT1.

Les sociétés TMC et TMC Régie, consolidées avant cette opération en intégration proportionnelle à 40 %, sont consolidées par intégration globale depuis le 1^{er} juillet 2010. A compter de cette date, l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges sont intégrés à 100 % dans les comptes consolidés du groupe TF1. Le résultat net et les capitaux propres sont répartis entre le Groupe et les minoritaires à hauteur de leur participation respective dans ces sociétés, soit 80 % pour le groupe TF1 et 20 % pour les minoritaires.

La société NT1 est entrée dans le périmètre de consolidation en date d'effet 1^{er} juillet 2010 en intégration globale avec un taux d'intérêt à 100 %.

L'intégration en consolidation de ces entités a donné lieu en 2010 à la comptabilisation d'un produit de réévaluation des quotes-parts acquises antérieurement pour 102,4 millions d'euros ainsi qu'à la reconnaissance d'un goodwill de 399 millions d'euros.

3-2-2. Traitement consolidé de la participation dans Groupe AB

Le groupe TF1 a conservé une participation de 33,5 % dans les autres activités de Groupe AB évaluée à 155 millions d'euros et a octroyé à l'équipe dirigeante une option d'achat exerçable à tout moment jusqu'au 12 juin 2012 pour un prix de 155 millions d'euros.

En application de la norme IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels, du fait de l'octroi par le groupe TF1 d'une option d'achat exerçable à tout moment, cette participation n'est plus consolidée par mise en équivalence mais inscrite au bilan en actifs financiers non courants à sa juste valeur, soit 155 millions d'euros.

3-2-3. Changement de méthode de consolidation de l'entité SPS

Au premier trimestre 2010, la participation de 50 % détenue dans SPS était consolidée en intégration proportionnelle. Suite à l'acquisition le 8 mars 2010 des 50 % du capital restant de SPS auprès du fonds d'investissement Serendipity, le groupe TF1 a pris le contrôle de cette entité. Dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010, le changement de méthode de consolidation d'intégration proportionnelle à intégration globale a été réalisé en date d'effet 31 mars 2010.

3-3. Restructurations internes sans impact en consolidation

Dans le cadre de la poursuite de la rationalisation des structures juridiques du Groupe, les opérations suivantes ont été réalisées :

- En 2011, absorption d'Infoshopping par EZ Trading puis de EZ Trading par Téléshopping, absorption d'Eurosport Events par Eurosport SA et de Baxter par Une Musique.
- En 2010, absorptions de Dualnet par E-TF1, TF Image 2 par Ciby 2000 et des Etablissements Michel par Dujardin.

4 Activité en cours de cession

Lorsque le Groupe est en cours de cession d'une activité ou d'actifs significatifs, ces opérations font l'objet d'un traitement spécifique conforme à IFRS 5. Les incidences sur la trésorerie des variations significatives de la période sont présentées dans la note 30-2.

A fin 2011 et 2010, il n'existe pas d'activité ou d'actif significatif en cours de cession faisant l'objet d'un traitement selon IFRS 5.

5 Participations dans les coentreprises

Le groupe TF1 détient des participations dans des coentreprises dont la liste est fournie à la note 38.

Les montants contributifs des participations détenues dans des coentreprises, inclus à l'actif et au passif, ainsi qu'au compte de résultat sont mentionnés dans le tableau ci-dessous :

Quote-part TF1	TF6 / Série Club		TMC ^(a)		TCM ^(b)		SPS ^(c)	
<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Actif non courant	22,6	22,5	-	-	-	6,0	-	-
Actif courant	7,0	8,9	-	-	-	0,3	-	-
TOTAL ACTIF	29,6	31,4	-	-	-	6,3	-	-
Capitaux propres	21,4	21,9	-	-	-	4,3	-	-
Passif non courant	1,4	0,7	-	-	-	6,0	-	-
Passif courant	6,8	8,8	-	-	-	(4,0)	-	-
TOTAL PASSIF	29,6	31,4	-	-	-	6,3	-	-
Chiffre d'affaires	12,8	13,4	-	25,7	-	3,6	-	-
Résultat opérationnel courant	(1,0)	(0,6)	-	6,4	(2,5)	2,3	-	(1,1)

(a) Entité consolidée en intégration globale à compter de juin 2010.

(b) L'entité TCM DA a été cédée le 19 avril 2011.

(c) Entité consolidée en intégration globale à compter de mars 2010 et cédée en avril 2011.

6 Information sectorielle

6-1. Information par secteur d'activité

La contribution de chaque secteur d'activité aux comptes du Groupe est détaillée ci-après :

(en millions d'euros)	Antennes France		Droits audiovisuels		Antennes internationales		Activités diverses		Total TF1	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
EXTRAIT DU COMPTE DE RESULTAT										
Chiffre d'affaires	2 134,8	2 109,6	115,5	142,9	367,9	364,4	1,5	5,5	2 619,7	2 622,4
Résultat opérationnel	266,5	297,2	(40,1)	(5,2)	65,2	59,9	(8,7)	(38,7)	282,9	313,2
<i>Dotation nette aux amortissements</i>	(35,2)	(34,1)	(35,2)	(46,0)	(7,5)	(9,0)	(0,5)	(1,4)	(78,4)	(90,5)
<i>Dotation nette aux provisions et dépréciation</i>	(15,6)	(6,0)	(13,1)	3,2	(1,2)	(7,4)	-	(4,3)	(29,9)	(14,5)
Autres produits et charges opérationnels ⁽¹⁾	-	95,9	-	-	-	-	-	(13,1)	-	82,8
Quote-part dans les résultats des entreprises associées ⁽²⁾	(4,1)	6,1	(0,2)	-	-	-	(9,4)	(0,4)	(13,7)	5,7
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ELEMENTS BILANTIELS										
Actifs sectoriels ⁽³⁾	835,5	771,3	44,2	55,9	367,4	370,5	-	19,3	1 247,1	1 217,0
Passifs sectoriels ⁽⁴⁾	72,5	73,9	17,1	16,4	7,0	5,6	-	0,2	96,6	96,1
Participations dans les entreprises associées	1,3	2,8	-	-	-	-	-	11,1	1,3	13,9
Investissements bruts d'exploitation ⁽⁵⁾	90,9	37,1	27,1	13,7	4,2	5,6	0,2	2,5	122,4	58,9

(1) En 2010, les autres produits et charges opérationnels sont composés des réévaluations à la juste valeur des quotes-parts antérieurement détenues dans TMC et NT1 pour le secteur « Antennes France » (cf note 1- faits marquants). Pour le secteur « Activités Diverses », il est composé de la réévaluation à la juste de valeur de la quote-part antérieure détenue dans SPS ainsi que des dépréciations de goodwill sur cette même entité et sur 1001 Listes (cf note 24 - Autres produits et charges opérationnels).

(2) La quote-part dans les résultats des entreprises associées est détaillée selon les secteurs de la manière suivante :

- secteur "Antennes France" : la quote-part de résultat égale à (4,1) millions d'euros au 31 décembre 2011 (6,1 millions d'euros au 31 décembre 2010) provient principalement de la participation détenue dans WBTv et, pour 2010, de Groupe AB sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 ;
- secteur "Activités diverses" : la quote-part de résultat revient à la société Metro France Publications.

(3) Les actifs sectoriels incluent les droits audiovisuels, les autres immobilisations incorporelles, les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles.

(4) Les passifs sectoriels incluent les provisions non courantes et les provisions courantes.

(5) Les investissements bruts d'exploitation sont réconciliés avec le tableau de flux de trésorerie dans le tableau ci-après "Investissements bruts d'exploitation".

Investissements bruts d'exploitation

Rapprochement avec le tableau de flux de trésorerie consolidés du Groupe :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Investissements bruts d'exploitation	122,4	58,9
Subventions d'investissement reçues	(12,7)	(13,0)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations incorporelles	(9,2)	4,3
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	0,4	0,8
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	100,9	51,0

Compte de résultat par destination

<i>(en millions d'euros)</i>	Antennes France		Droits audiovisuels		Antennes internationales		Activités diverses		Total TF1	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Chiffre d'affaires	2 134,8	2 109,6	115,5	142,9	367,9	364,4	1,5	5,5	2 619,7	2 622,4
Coûts des ventes	(1 530,2)	(1 593,3)	(121,9)	(114,1)	(265,2)	(267,7)	(10,2)	(24,1)	(1 927,6)	(1 999,2)
Coût de recherche et développement	(7,4)	(6,0)	-	-	-	-	-	-	(7,4)	(6,0)
Charges commerciales	(109,1)	(91,5)	(15,9)	(18,5)	(19,1)	(13,2)	-	(1,6)	(144,1)	(124,7)
Charges administratives	(221,6)	(217,4)	(17,8)	(15,5)	(18,4)	(23,6)	-	(5,4)	(257,7)	(262,0)
Résultat opérationnel courant	266,5	201,3	(40,1)	(5,2)	65,2	59,9	(8,7)	(25,6)	282,9	230,4

6-2. Information par secteur géographique

Pour l'information sectorielle sur la base des secteurs géographiques, les produits sectoriels sont répartis selon la localisation géographique des clients, tandis que les actifs sectoriels et les investissements sont répartis selon la localisation des actifs.

<i>(en millions d'euros)</i>	France métropolitaine		Europe continentale		Autres pays		Total TF1	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Chiffre d'affaires	2 226,7	2 231,4	344,4	337,2	48,6	53,8	2 619,7	2 622,4
Actifs sectoriels	1 243,5	1 214,0	3,5	2,9	0,1	0,1	1 247,1	1 217,0
Investissements bruts d'exploitation	120,4	57,3	2,0	1,5	-	0,1	122,4	58,9

Au 31 décembre 2011 et 2010, le groupe TF1 ne présente pas de dépendance vis-à-vis d'un client représentant une quote-part de chiffre d'affaires supérieure à 10 %.

7 Goodwill

Les goodwill ont été alloués comme suit entre les différentes Unités Génératrices de Trésorerie (U.G.T.) :

<i>(en millions d'euros)</i>	Antennes France	Droits audiovisuels	Antennes internationales	Activités diverses		Total
				1001 Listes		
Goodwill au 1^{er} janvier 2011	528,9	-	336,3	18,3		883,5
Acquisitions	9,1	-	-	-		9,1
Cessions	-	-	-	(18,3)		(18,3)
Reclassement	-	-	-	-		-
Dépréciation	-	-	-	-		-
Autres	-	-	-	-		-
Goodwill au 31 décembre 2011	538,0	-	336,3	-		874,3
<i>dont montant brut</i>	<i>548,3</i>	-	<i>336,3</i>	-		<i>884,6</i>
<i>dont dépréciation cumulée</i>	<i>(10,3)</i>	-	-	-		<i>(10,3)</i>

A fin 2011, la ligne « Acquisitions » comprend le goodwill en cours d'affectation issus de la prise de contrôle de Metro France réalisée le 28 juillet 2011 (cf faits marquants, note 1-3 acquisition Metro France) pour 9,1 millions d'euros (valeur à 100 % incluant le goodwill sur la quote-part détenue antérieurement).

Les tests de dépréciation auxquels les goodwill ont été soumis, conformément à la méthode en note 2-10, n'ont pas fait apparaître de perte de valeur significative au 31 décembre 2011.

<i>(en millions d'euros)</i>	Antennes France	Droits audiovisuels	Antennes internationales	Activités diverses		Total
				SPS	1001 Listes	
Goodwill au 1^{er} janvier 2010	170,6	-	336,3	-	-	506,9
Acquisitions	278,1	-	12,2			290,3
Cessions	-	-	-	-		-
Reclassement	(25,3)		(12,2)	12,2	25,3	-
Dépréciation	-	-	-	(12,2)	(7,0)	(19,2)
Autres	105,5	-	-	-		105,5
Goodwill au 31 décembre 2010	528,9	-	336,3	-	18,3	883,5
<i>dont montant brut</i>	<i>539,2</i>	-	<i>336,3</i>	<i>12,2</i>	<i>25,3</i>	<i>913,0</i>
<i>dont dépréciation cumulée</i>	<i>(10,3)</i>	-	-	<i>(12,2)</i>	<i>(7,0)</i>	<i>(29,5)</i>

En 2010, la ligne « Acquisitions » comprend les goodwill issus des quotes-parts acquises sur la période incluant les revalorisations des quotes-parts antérieurement détenues. Ils concernent TMC et NT1 pour le secteur Antennes France et SPS pour le secteur Antennes Internationales.

La ligne « Autres » est constituée des goodwill sur les quotes-parts antérieurement détenues qui figuraient, avant la prise de contrôle, dans la ligne « Participations dans les entreprises associées ».

En 2010, le Groupe a finalisé l'affectation du prix d'acquisition de la société les Etablissements Michel, consolidée depuis le 1^{er} janvier 2010. La réévaluation des actifs et passifs des Etablissements Michel s'est traduite par la reconnaissance de la marque « Le Cochon qui Rit » pour une valeur nette d'impôt de 0,6 million d'euros.

En 2010, suite au reclassement dans le secteur Activités diverses (cf note 2-27) des entités SPS et 1001 Listes, les goodwill ont été dépréciés respectivement de 12,2 millions d'euros et de 7 millions d'euros et constatés en « autres charges opérationnelles ».

Tests de dépréciation des goodwill

La valeur recouvrable de chacune des U.G.T. "Antennes France" et "Antennes Internationales" a été déterminée par un calcul de valeur d'utilité suivant la méthode D.C.F. Ce calcul a été réalisé sur la base de projections de flux de trésorerie sur une période de trois ans issues des plans et budgets approuvés par le Conseil d'Administration du Groupe. Les flux de trésorerie au-delà de l'horizon de prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance perpétuelle qui reflète l'expérience passée et intègre de manière prudente le potentiel de développement des marchés sur lesquels opèrent chacune des U.G.T., et leurs positions concurrentielles sur ces marchés.

Les taux de croissance perpétuelle retenus pour les tests effectués à fin 2011 sont de 2 % pour l'U.G.T. Antennes France et de 3 % pour l'U.G.T. Antennes Internationales.

Le taux d'actualisation après impôt retenu à fin 2011 est de 8,16 % ; il a été déterminé sur la base de données externes selon la méthode exposée en note 2-10-1.

Pour chaque UGT, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif) prises individuellement ou en utilisant des scénarii de variations combinées du taux d'actualisation et du flux de trésorerie normatif, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, n'ont pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à la valeur comptable des actifs testés, nécessitant alors une dépréciation de ceux-ci.

8 Immobilisations incorporelles

8-1. Droits audiovisuels

Les mouvements de l'exercice 2011 se décomposent comme suit :

2011 (en millions d'euros)	1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Valeurs brutes	1 090,6	40,5	(1,5)	(16,7)	1 112,9
Amortissements	(974,3)	(45,4)	1,1	17,8	(1 000,8)
Dépréciation	(38,8)	(15,8)	17,9	(4,6)	(41,3)
Droits audiovisuels	77,5	(20,7)	17,5	(3,5)	70,8

Les flux présentés en « Variation de périmètre et reclassement » correspondent principalement à la déconsolidation de l'activité TCM DA suite à la cession réalisée le 19 avril 2011 (cf faits marquants note 1-4) ainsi qu'à l'entrée de la Sofica Valor 6 dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2011.

Les mouvements de l'exercice 2010 se décomposaient comme suit :

2010 (en millions d'euros)	1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Valeurs brutes	1 121,0	38,8	(69,2)	-	1 090,6
Amortissements	(970,1)	(63,5)	59,3	-	(974,3)
Dépréciation	(52,3)	(8,2)	21,7	-	(38,8)
Droits audiovisuels	98,6	(32,9)	11,8	-	77,5

Par ailleurs, au titre de la sécurisation de la grille de programmes des années futures, l'échéancier des contrats d'acquisition de droits audiovisuels à immobiliser est le suivant :

Droits audiovisuels (en millions d'euros)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
2011	13,7	0,3	-	14,0
2010	19,5	-	-	19,5

8-2. Autres immobilisations incorporelles

2011 (en millions d'euros)	1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre et reclassement (c)	31 décembre
Marques à durée de vie indéfinie	52,0	-	-	-	52,0
Droit d'utilisation satellite Astra (b)	18,9	-	(18,9)	-	-
Concessions, brevets et droits similaires	40,3	1,2	(0,5)	(0,6)	40,4
Autres	14,3	5,9 (a)	(0,6)	(5,0)	14,6
Valeurs brutes	125,5	7,1	(20,0)	(5,6)	107,0
Dépréciation des marques à durée de vie indéfinie	-	-	-	-	-
Droit d'utilisation satellite Astra	(17,8)	(1,1)	18,9	-	-
Amortissements	(33,0)	(3,6)	0,4	1,9	(34,3)
Dépréciation	(4,8)	-	-	3,3	(1,5)
Amortissements et dépréciation	(55,6)	(4,7)	19,3	5,2	(35,8)
Autres immobilisations incorporelles	69,9	2,4	(0,7)	(0,4)	71,2

(a) L'augmentation de la valeur brute des autres immobilisations incorporelles correspond principalement à des investissements dans les systèmes informatiques internes (SAP).

(b) Arrivée à terme du contrat Astra en 2011. Le contrat est remplacé par un contrat en location simple.

(c) Variations principalement dues à la déconsolidation de SPS.

2010 (en millions d'euros)	1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Marques à durée de vie indéfinie	21,1	-	-	30,9 (a)	52,0
Droit d'utilisation satellite Astra	18,9	-	-	-	18,9
Concessions, brevets et droits similaires	32,7	0,9	(1,9)	8,6	40,3
Autres	12,3	7,5 (b)	-	(5,5)	14,3
Valeurs brutes	85,0	8,4	(1,9)	34,0	125,5
Dépréciation des marques à durée de vie indéfinie	-	-	-	-	-
Droit d'utilisation satellite Astra	(15,1)	(2,7)	-	-	(17,8)
Amortissements	(29,1)	(4,1)	1,9	(1,7)	(33,0)
Dépréciation	(1,7)	(3,6)	-	0,5	(4,8)
Amortissements et dépréciation	(45,9)	(10,4)	1,9	(1,2)	(55,6)
Autres immobilisations incorporelles	39,1	(2,0)	-	32,8	69,9

(a) L'augmentation des marques à durée de vie indéfinie correspond principalement à la reconnaissance de la marque TMC pour 30 millions d'euros et « Le Cochon qui Rit » pour 0,9 million d'euros.

(b) L'augmentation de la valeur brute des autres immobilisations incorporelles correspond principalement à des investissements informatiques (SAP).

Au 31 décembre 2011 et 2010, aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur les marques à durée de vie indéterminée.

9 Immobilisations corporelles

Les mouvements de l'exercice 2011 relatifs à la valeur brute des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants peuvent être résumés comme suit :

2011 (en millions d'euros)	1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Terrains (a)	45,7	15,2	-	-	60,9
Constructions (a)	58,0	43,3	-	-	101,3
Installations techniques et matériels	201,6	7,9	(15,5)	(2,0)	192,0
Installations en location financement	15,4	-	(0,3)	4,9	20,0
Immobilisations diverses	119,5	7,7	(11,9)	(3,1)	112,2
Immobilisations en cours	1,9	0,6	-	(0,5)	2,0
Valeurs brutes	442,1	74,7	(27,7)	(0,7)	488,4
Constructions	(13,0)	(2,2)	-	-	(15,2)
Installations techniques et matériels	(156,6)	(15,0)	15,6	0,8	(155,2)
Installations en location financement	(6,5)	(3,1)	0,3	(1,6)	(10,9)
Immobilisations diverses	(79,9)	(9,7)	11,8	1,5	(76,3)
Amortissements et dépréciation	(256,0)	(30,0)	27,7	0,7	(257,6)
Immobilisations corporelles	186,1	44,7	-	-	230,8

(a) Le 21 décembre 2011, le groupe TF1 a réalisé l'acquisition d'un immeuble jusqu'alors loué à 100 % et hébergeant une partie des équipes de TF1 SA et LCI pour une valeur de 58,5 millions d'euros.

Les mouvements de l'exercice 2010 relatifs à la valeur brute des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants peuvent être résumés comme suit :

2010 (en millions d'euros)	1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Terrains	45,7	-	-	-	45,7
Constructions	58,3	-	-	(0,3)	58,0
Installations techniques et matériels	193,0	14,6	(9,7)	3,7	201,6
Installations en location financement	5,3	-	-	10,1	15,4
Immobilisations diverses	128,3	7,0	(17,3)	1,5	119,5
Immobilisations en cours	12,8	2,1	-	(13,0)	1,9
Valeurs brutes	443,4	23,7	(27,0)	2,0	442,1
Constructions	(13,4)	(0,9)	1,3	-	(13,0)
Installations techniques et matériels	(150,5)	(14,9)	9,2	(0,4)	(156,6)
Installations en location financement	(5,2)	(1,3)	-	-	(6,5)
Immobilisations diverses	(82,9)	(13,5)	17,0	(0,5)	(79,9)
Amortissements et dépréciation	(252,0)	(30,6)	27,5	(0,9)	(256,0)
Immobilisations corporelles	191,4	(6,9)	0,5	1,1	186,1

10 Participations dans les entreprises associées

Le détail des participations dans les entreprises associées est présenté dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Groupe AB	WBTv	Metro France Publications ⁽¹⁾	Autres ⁽²⁾	Total
Pays	France	Belgique	France	France	
1er janvier 2010	256,3	4,5	11,2	3,4	275,4
Quote-part de résultat net de dividendes reçus	7,8	(1,7)	(0,4)	-	5,7
Variation de périmètre	(264,1)	-	0,3	(3,4)	(267,2)
31 décembre 2010	-	2,8	11,1	-	13,9
Quote-part de résultat net de dividendes reçus	-	(3,8)	(1,5)	(0,5)	(5,8)
Provision pour dépréciation	-	-	(7,9)	-	(7,9)
Variation de périmètre	-	-	(1,7)	1,5	(0,2)
Provision pour risque	-	1,0	-	0,3	1,3
31 décembre 2011	-	-	-	1,3	1,3

(1) L'entité Metro France est consolidée en intégration globale à compter du 28 juillet 2011 (cf note 1-2 acquisition Metro France). L'incidence de la juste valeur de Metro France lors de la prise de contrôle a été constatée au travers d'une provision pour dépréciation des titres mis en équivalence.

(2) Dont principalement Direct Optic Participations acquis en 2011 pour 1,5 millions d'euros représentant 25,4 % du capital et en 2010, cession-apport à Wikio de la participation détenue dans JFG Network.

Le tableau suivant résume les informations financières relatives aux investissements significatifs dans les entreprises associées :

Quote-part groupe TF1	WBTv ⁽¹⁾		Metro France Publications	
(en millions d'euros)	2011	2010	2011 ⁽²⁾	2010
Actif non courant	6,1	5,5		0,1
Actif courant	1,4	1,9		5,4
TOTAL ACTIF	7,5	7,4	-	5,5
Capitaux propres	(6,7)	(3,9)		0,1
Passif non courant	6,2	6,2		1,3
Passif courant	8,0	5,1		4,1
TOTAL PASSIF	7,5	7,4	-	5,5
Chiffre d'affaires	2,8	2,6		10,9
Résultat opérationnel	(1,9)	(2,0)		(0,3)

⁽¹⁾ En 2010 et 2011, les données sont construites sur la base des comptes au 30 septembre (derniers comptes disponibles), en quote-part à 49 %.

⁽²⁾ A partir du 28 juillet 2011, l'entité Metro France est consolidée en intégration globale (cf note 3-1-1 variations du périmètre de consolidation).

Les données relatives aux autres entreprises associées sont non significatives sur les exercices 2011 et 2010.

11 Programmes et droits de diffusion

Le tableau ci-dessous présente la variation du stock de programmes et droits de diffusion, valorisés selon les principes comptables décrits à la note 2-12.

(en millions d'euros)	1er janvier 2010	Variation nette	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre 2010	Variation nette	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre 2011
Valeurs brutes	746,3	(7,6)	31,8	770,5	8,4	(1,4)	777,5
Dépréciations	(157,0)	14,3 ⁽²⁾	(10,1)	(152,8)	8,1 ⁽¹⁾	2,8	(141,9)
Stocks	589,3	6,7	21,7	617,7	16,5	1,4	635,6

⁽¹⁾ dont 49,4 millions d'euros de dotations et 57,5 millions d'euros de reprises

⁽²⁾ dont 37,2 millions d'euros de dotations et 51,5 millions d'euros de reprises

Les stocks de programmes et de droits de diffusion présentés ci-dessus sont essentiellement portés par TF1 SA et le GIE TF1 Acquisition de droits.

En 2010, les éléments inscrits en « variation de périmètre et reclassement » correspondent principalement à l'acquisition de TMC et NT1.

Par ailleurs, au titre de la sécurisation des grilles de programmes des années futures, l'échéancier des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de droits de retransmissions sportives est le suivant :

2011 (en millions d'euros)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Programmes et droits de télédiffusion ⁽¹⁾	582,4	851,9	76,8	1 511,1
Droits de retransmissions sportives	185,3	401,7	3,9	590,9
TOTAL	767,7	1 253,6	80,7	2 102,0

⁽¹⁾ La partie de ces contrats libellée en devises en 2011 est de 18,9 millions d'euros en CHF, 3,1 millions d'euros en GBP et 282,7 millions d'euros en USD.

2010 (en millions d'euros)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Programmes et droits de télédiffusion ⁽¹⁾	531,2	925,2	149,0	1 605,4
Droits de retransmissions sportives	220,1	406,3	9,6	636,0
TOTAL	751,3	1 331,5	158,6	2 241,4

⁽¹⁾ La partie de ces contrats libellée en devises en 2010 est de 16,8 millions d'euros en CHF, 9,6 millions d'euros en GBP et 465,7 millions d'euros en USD.

En 2011, les programmes et droits de diffusions concernent principalement la société TF1 SA pour un montant de 623,6 millions d'euros (contre 827,8 millions d'euros en 2010) et le GIE AD pour un montant de 809,3 millions d'euros (contre 699,3 millions d'euros en 2010).

Les engagements sur les droits de retransmissions sportives concernent principalement les sociétés TF1 SA et TF1 DS (260,3 millions d'euros en 2011 et 391,1 millions d'euros en 2010) et Eurosport (330,6 millions d'euros en 2011 et 244,9 millions d'euros en 2010).

12 Actifs financiers

12-1. Catégories d'actifs financiers

Le tableau ci-dessous détaille les actifs financiers classés par catégorie :

2011 (en millions d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat			Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Total
	Désignés initialement comme étant à la juste valeur	Détenus à des fins de transaction	Niv. Hier. (a)				
Autres actifs financiers non courants	155,0	-	III	9,8	2,8	-	167,6
Clients et autres débiteurs	-	-		-	1 241,8	-	1 241,8
Autres actifs financiers courants	-	5,9		-	-	-	5,9
<i>Instruments financiers dérivés de change</i>	-	5,9	II	-	-	-	5,9
<i>Instruments financiers dérivés de taux</i>	-	-		-	-	-	-
<i>Actifs financiers de gestion de trésorerie</i>	-	-		-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-		-	35,9	-	35,9

(a) cf paragraphe ci-après « méthodes d'évaluation de la juste valeur des actifs financiers »

	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		Niv. Hier. (a)	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Total
	Désignés initialement comme étant à la juste valeur	Détenus à des fins de transaction					
2010 (en millions d'euros)							
Autres actifs financiers non courants	155,0	-	III	22,9	3,3	-	181,2
Clients et autres débiteurs	-	-		-	1 227,3	-	1 227,3
Autres actifs financiers courants	-	4,4		-	-	-	4,4
<i>Instruments financiers dérivés de change</i>	-	4,4	II	-	-	-	4,4
<i>Instruments financiers dérivés de taux</i>	-	-		-	-	-	-
<i>Actifs financiers de gestion de trésorerie</i>	-	-		-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	0,2	I	-	39,1	-	39,3

(a) cf paragraphe ci-après « méthodes d'évaluation de la juste valeur des actifs financiers »

12-2. Méthodes d'évaluation de la juste valeur des actifs financiers

La norme IFRS 7 amendée définit trois niveaux hiérarchiques d'évaluations applicables aux instruments financiers valorisés à la juste valeur :

- Niveau I : valorisation à partir de cotations de marchés actifs
- Niveau II : valorisation à partir de paramètres de marchés observables
- Niveau III : valorisation à partir de paramètres de marchés non observables

En 2011 et en 2010, aucun transfert entre niveaux hiérarchiques n'a été effectué.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie, qui recourt à des paramètres observables (niveau II) ou non observables (niveau III).

Les méthodes utilisées par le groupe TF1 sont les suivantes :

- Titres de participation de sociétés non consolidées :
 - Groupe AB : depuis le 1^{er} juillet 2010 (cf variations de périmètre 2010, note 3-2-2), la participation détenue par le groupe TF1 est évaluée à la juste valeur par le compte de résultat.

L'évaluation de la participation est réalisée sur la base des résultats constatés au cours des derniers trimestres et des multiples de valorisation applicables aux activités de Groupe AB (valorisation de niveau III). En 2011, la variation de juste valeur de cette participation n'est pas significative.

Par ailleurs, cette participation fait l'objet d'une option d'achat octroyée à l'équipe dirigeante de Groupe AB (cf note 14– passif financier).

- Les autres titres de participation dans des sociétés non consolidées sont qualifiés d'actifs financiers disponibles à la vente et sont maintenus à leur coût d'achat car leur juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable.
- Instruments dérivés : la valeur de marché des dérivés de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice (valorisation de niveau II).
- En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs, de la trésorerie, des comptes courants de trésorerie est la meilleure estimation de leur juste valeur.

12-3. Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Titres de participation	164,8	177,9
Créances rattachées aux titres de participation	0,7	0,4
Prêts	-	0,2
Dépôts et cautionnements	2,1	2,7
Autres actifs financiers	167,6	181,2

12-3-1. Titres de participation de sociétés non consolidées

Les principaux titres de participation non consolidés, s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Détention à la clôture	Valeur brute 2011	Valeur brute 2010	Provision 2011	Provision 2010	Valeur nette 2011	Valeur nette 2010
Groupe AB	33,5%	155,0	155,0	-	-	155,0	155,0
A1 International	50,0%	12,8	12,8	(12,8)	(12,8)	-	-
En Direct Avec	13,3%	4,0	4,0	(4,0)	(4,0)	-	-
Wikio ⁽¹⁾	10,0%	3,5	3,5	-	-	3,5	3,5
Prima TV	5,0%	1,4	1,4	-	-	1,4	1,4
SHIP	27,4%	0,8	0,8	(0,8)	(0,8)	-	-
Sofica valor 6 ⁽²⁾	99,9%	-	13,2	-	-	-	13,2
Soread	11,6%	1,6	1,6	(1,6)	(1,6)	-	-
Sylver	49,0%	3,7	3,7	-	-	3,7	3,7
TF1 Publications	99,9%	0,5	0,5	(0,5)	(0,5)	-	-
Autres		3,3	3,2	(2,1)	(2,1)	1,2	1,1
Titres de participation non consolidés		186,6	199,7	(21,8)	(21,8)	164,8	177,9

⁽¹⁾ Les titres de participation de cette société ont été reçus en échange de la participation qui était détenue dans JFG Networks.

⁽²⁾ Entité consolidée en intégration globale à compter du 31 décembre 2011.

Les tests de dépréciation réalisés sur l'ensemble des participations n'ont pas fait apparaître de moins-value latente sur les exercices 2011 et 2010.

12-4. Clients et autres débiteurs

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute 2011	Dépréciation 2011	Valeur nette 2011	Valeur nette 2010
Clients et comptes rattachés	768,2	(17,7)	750,5	719,8
Avances fournisseurs ⁽¹⁾	203,8	(14,4)	189,4	181,1
Autres créances d'exploitation ⁽²⁾	232,1	-	232,1	250,4
Créances diverses	137,4	(94,6)	42,8	49,5
Charges constatées d'avance	27,0	-	27,0	26,5
Clients et autres débiteurs	1 368,5	(126,7)	1 241,8	1 227,3

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend notamment les acomptes versés sur acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives.

⁽²⁾ Principalement État, collectivités publiques, personnel et organismes sociaux.

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Dépréciation au 1er janvier	(117,5)	(116,1)
Provisions complémentaires de l'exercice	(34,2)	(32,7)
Reprises sur créances passées en pertes	21,4	25,9
Recouvrement de l'exercice	4,8	5,0
Variation de périmètre et reclassements	(1,2)	0,4
Dépréciation au 31 décembre	(126,7)	(117,5)

12-5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste de trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Trésorerie	21,3	37,5
SICAV monétaires ⁽¹⁾	12,2	0,2
Comptes courants de trésorerie ⁽²⁾	2,4	1,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35,9	39,3

⁽¹⁾ Placements détenus par la Sofica Valor 6.

⁽²⁾ Les autres comptes courants de trésorerie concernent les sociétés mises en équivalence, les coentreprises, les sociétés non consolidées et les sociétés du groupe Bouygues.

13 Capitaux propres consolidés

13-1. Capital social de TF1

Au 31 décembre 2011, le capital social de TF1 SA est constitué de 211 033 003 actions ordinaires, entièrement libérées, dont l'évolution sur l'année 2011 a été la suivante :

Nombre de titres	Actions en circulation	Actions auto détenues ⁽¹⁾	Nombre d'actions composant le capital
1er janvier 2010	213 395 867	14 625	213 410 492
Augmentations de capital	-	-	-
Rachat d'actions propres	-	-	-
Annulation d'actions propres	-	-	-
1er janvier 2011	213 395 867	14 625	213 410 492
Augmentations de capital	11 111	-	11 111
Rachat d'actions propres ⁽¹⁾	(2 473 975)	2 473 975	-
Annulation d'actions propres	-	(2 388 600)	(2 388 600)
31 décembre 2011	210 933 003	100 000	211 033 003
<i>Nominal</i>	<i>0,20 €</i>	<i>0,20 €</i>	<i>0,20 €</i>

⁽¹⁾ Actions d'autocontrôle : cf note 13-2-3 rachat d'actions ci-après.

13-2. Variations de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat

13-2-1. Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre des exercices antérieurs ainsi que le montant proposé par le Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2011 pour approbation en Assemblée Générale Ordinaire le 19 avril 2012.

	A verser en 2012*	Versé en 2011	Versé en 2010
Dividende total (en millions d'euros)	116,1	117,4	91,8
Dividende par action ordinaire (en euros)	0,55	0,55	0,43

* dividendes proposés.

Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers au 31 décembre 2011.

13-2-2. Paiements fondés sur des actions

La contrepartie de cette variation figure en charges de personnel pour la variation de l'année (se reporter à la note 20).

13-2-3. Rachat d'actions

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale du 15 avril 2010 et renouvelées le 14 avril 2011, le Groupe a procédé au rachat en 2011 de 2 473 975 actions propres pour un montant de 26,5 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, après l'annulation de 2 388 600 actions par TF1 SA, le nombre d'actions propres détenues s'élève à 100 000 actions, pour une valeur de 0,7 million d'euros qui feront l'objet d'une annulation.

13-2-4. Options d'achats accordées aux minoritaires

Dans le cadre de la renégociation en 2011 du pacte d'actionnaires entre le groupe TF1 et les fondateurs de Place des Tendances, une option de rachat de leurs parts représentant 20 % du capital leur a été octroyée.

Sur la base du contrat et des plans d'activité, cette option a été évaluée à 7,2 millions d'euros a fait l'objet d'une comptabilisation au bilan consolidé du Groupe au 31 décembre 2011 (cf note 14-2 juste valeur des passifs financiers).

13-3. Réserves de couvertures de flux de trésorerie

(en millions d'euros)	2011	2010
Réserves au 1er janvier	3,6	(0,1)
Recyclage en résultat des couvertures de flux de trésorerie ⁽¹⁾	(3,0)	1,2
Variation de juste valeur des nouvelles couvertures de flux de trésorerie de la période	3,1	1,9
Variation de juste valeur du portefeuille existant de couvertures de flux de trésorerie	2,2	1,1
Recyclage en résultat de la soule du swap de pre-hedge	-	(0,5)
Réserves au 31 décembre	5,9	3,6

⁽¹⁾ Le montant transféré des capitaux propres vers le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel.

14 Passifs financiers

14-1. Catégories de passifs financiers

Le tableau ci-dessous détaille les passifs financiers classés par catégorie :

2011 (en millions d'euros)	Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
	Désignés initialement comme étant à la juste valeur	Détenus à des fins de transaction	Niv. Hier. (a)	Passifs financiers au coût amorti	Total
Emprunts long terme	-	-		(18,0)	(18,0)
Dettes financières à court terme	-	-		(58,5)	(58,5)
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-		1 563,7	1 563,7
Autres passifs financiers courants	-	0,3		-	0,3
<i>Instruments financiers dérivés de change</i>	-	0,3	II	-	0,3
<i>Instruments financiers dérivés de taux</i>	-	-	II	-	-

(a) cf note 12-2. Méthodes d'évaluation de la juste valeur des actifs financiers

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

2010 (en millions d'euros)	Désignés initialement comme étant à la juste valeur	Détenus à des fins de transaction	Niv. Hier. (a)	Passifs financiers au coût amorti	Total
Emprunts long terme	-	-		(16,1)	(16,1)
Dettes financières à court terme	-	-		(6,1)	(6,1)
Fournisseurs et autres créiteurs	-	-		1 638,5	1 638,5
Autres passifs financiers courants	-	3,6		-	3,6
<i>Instruments financiers dérivés de change</i>	-	3,3	II	-	3,3
<i>Instruments financiers dérivés de taux</i>	-	0,3	II	-	0,3

(a) cf note 12-2. Méthodes d'évaluation de la juste valeur des actifs financiers

14-2. Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des concours bancaires courants, des dettes fournisseurs et autres créiteurs et des emprunts à court terme est une estimation de leur juste valeur.

La valeur de marché des instruments dérivés est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice (valorisation de niveau II), à l'exception de l'option d'achat de la participation détenue dans le Groupe AB (cf ci-dessous).

- Option d'achat de la participation détenue dans le Groupe AB :
Comme indiqué en note 3-2-2 Traitement consolidé de la participation dans Groupe AB, la participation détenue dans le Groupe AB fait l'objet d'une option d'achat consentie à l'équipe dirigeante de Groupe AB exerçable à tout moment pendant deux ans pour un prix de 155 millions d'euros.
Cette option constitue un passif financier dont la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat. La valorisation de l'option est établie sur la base des critères de niveau III définis en note 12-2. Actifs Financiers – Méthodes d'évaluation des titres de participation de Groupe AB.
Au 31 décembre 2011, en l'absence de variation de juste valeur significative, celle-ci est maintenue à sa valeur d'origine, soit une valeur nulle.

- Dette sur engagement de rachat de minoritaires :
Au 31 décembre 2011, comme indiqué en note 13-2-4, le groupe TF1 a comptabilisé l'option d'achat accordée aux fondateurs de la société Place des Tendances portant sur leur détention de 20 % du capital. La juste valeur actualisée de cette option, évaluée à 7,2 millions d'euros et dont l'échéance se situe au plus tard en 2016, a été inscrite en dette financière long terme en contrepartie d'une diminution des capitaux propres du Groupe.

14-3. Détail des fournisseurs et autres créditeurs

(en millions d'euros)	2011	2010
Dettes fournisseurs	780,9	767,0
Avances reçues	7,9	5,8
Dettes fiscales et sociales ⁽¹⁾	369,4	391,1
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	43,4	34,6
Autres dettes	303,8	410,1
Fonds de soutien audiovisuels ⁽²⁾	7,1	9,0
Comptes courants passifs	-	0,6
Comptes de régularisation et assimilés ⁽³⁾	51,2	20,3
Fournisseurs et autres créditeurs	1 563,7	1 638,5

⁽¹⁾ Les dettes fiscales et sociales comprennent essentiellement la TVA collectée et la dette envers le personnel et les organismes sociaux.

⁽²⁾ Le montant des fonds de soutien audiovisuels figurant au passif comprend principalement les subventions du CNC pour TF1 Films Production, TF1 Production, Ciby 2000 et TF1 Droits Audiovisuels.

⁽³⁾ Les comptes de régularisation sont principalement constitués de recettes encaissées d'avance. Au 31 décembre 2011, ce poste intègre un encaissement de 30 millions d'euros relatif à une réclamation de taxe CNC dont le remboursement a été obtenu par une décision de première instance et qui fait l'objet d'un appel de la part de l'Administration.

15 Endettement financier net

La notion d'endettement financier net, telle que définie par le Groupe, peut être détaillée de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2011	2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35,9	39,3
Actifs financiers de gestion de trésorerie	-	-
Trésorerie disponible	35,9	39,3
Juste valeur des instruments dérivés de taux	-	(0,3)
Emprunts long terme ⁽¹⁾	(18,0)	(16,1)
Dettes financières à court terme ⁽²⁾	(58,5)	(6,1)
Endettement brut	(76,5)	(22,2)
Trésorerie nette (+) / Endettement financier net (-)	(40,6)	16,8

⁽¹⁾ Dont 7,2 millions d'euros suite à la comptabilisation de l'engagement de rachat des intérêts minoritaires de Place des Tendances (cf note 14-2 et note 13-2-4).

⁽²⁾ Dont en 2011, utilisation d'une ligne de crédit Bouygues Relais pour 47,1 millions d'euros.

16 Provisions

16-1. Provisions non courantes

16-1-1. Détail des provisions non courantes

Les provisions ont évolué comme suit en 2011 et en 2010 :

2011 (en millions d'euros)	1 ^{er} janvier	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Provisions pour :						
Indemnités de fin de carrière	22,7	4,4	(0,9)	(2,3)	(3,0)	20,9
Congés d'ancienneté	8,0	1,1	(0,7)	(0,5)	0,4	8,3
Engagements	13,6	0,5	-	-	(3,7)	10,4
Autres	0,1	-	-	(0,1)	0,4	0,4
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	44,4	6,0	(1,6)	(2,9)	(5,9)	40,0

2010 (en millions d'euros)	1 ^{er} janvier	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Provisions pour :						
Indemnités de fin de carrière	22,5	5,2	(1,9)	(1,2)	(1,9)	22,7
Congés d'ancienneté	6,5	2,7	(0,6)	(0,6)	-	8,0
Engagements	14,9	1,3	(2,5)	-	(0,1)	13,6
Autres	0,1	-	-	-	-	0,1
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	44,0	9,2	(5,0)	(1,8)	(2,0)	44,4

Les provisions sur engagements concernent les risques de pertes sur des actifs audiovisuels faisant l'objet d'engagements de rachat par le Groupe.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les autres variations des provisions pour indemnités de fin de carrière incluent les gains et pertes actuariels sur ces indemnités qui sont reconnus directement en capitaux propres. Le montant des gains et pertes actuariels reconnus en capitaux propres en 2011 s'élève à 2,4 millions d'euros (2,4 millions d'euros en 2010).

16-1-2. Provisions pour indemnités de fin de carrière

Principales hypothèses actuarielles

	2011	2010	2009	2008	2007
Taux d'actualisation	5,5%	4,6%	4,9%	3,7%	4,2%
Taux de rendement attendus des actifs du régime	3,4%	3,7%	4,0%	4,0%	3,8%
Taux attendu d'augmentation future des salaires	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Table de survie	Insee	Insee	Insee	Insee	Insee

Le taux de rotation appliqué pour le calcul de la provision au 31 décembre 2011 est de 6,6 %, stable par rapport à 2010. Une baisse de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une augmentation des engagements de 1,5 millions d'euros. Selon les principes comptables Groupe, ces écarts actuariels seraient comptabilisés directement en capitaux propres.

Charges comptabilisées dans le compte de résultat au titre des indemnités de fin de carrière

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Coût des services rendus	(1,4)	(1,6)
Charges d'intérêt sur l'obligation	(1,3)	(1,2)
Rendement attendu des actifs du régime	0,3	0,2
Coût des services passés	-	-
Charge comptabilisée	(2,4)	(2,6)
<i>dont : dotation nette aux provisions</i>	<i>(1,2)</i>	<i>(2,1)</i>
<i>dont : charges de personnel</i>	<i>(1,2)</i>	<i>(0,5)</i>
Rendement réel des actifs du régime	0,2	0,2

Montants comptabilisés au bilan au titre des indemnités de fin de carrière

Le montant inscrit au bilan, tel qu'il résulte de l'obligation du groupe TF1 au titre des indemnités de fin de carrière s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010	2009	2008	2007
Valeur actualisée des obligations	26,4	27,9	27,5	30,4	32,2
Juste valeur des actifs du régime	(5,5)	(5,2)	(5,0)	(4,9)	(4,7)
Déficit des régimes provisionnés	20,9	22,7	22,5	25,5	27,5

Variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des indemnités de fin de carrière

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Obligation au titre des prestations définies à l'ouverture	27,9	27,5
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1,4	1,6
Coût financier (désactualisation)	1,3	1,2
Prestations versées	(1,2)	(0,7)
Pertes (gains) actuarielles	(2,4)	(2,4)
Variation de périmètre	(0,6)	0,7
Obligation au titre des prestations définies à la clôture	26,4	27,9

Variations de la valeur actualisée des actifs du régime des indemnités de fin de carrière

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Juste valeur des actifs du contrat d'assurance à l'ouverture	5,2	5,0
Cotisations versées par l'employeur	-	-
Prestations payées	-	-
Rendement attendu des actifs du régime	0,3	0,2
Gains (pertes) actuariels	-	-
Juste valeur des actifs du contrat d'assurance à la clôture	5,5	5,2

Les actifs de couverture sont composés de placements effectués au fonds commun dénommé « Fonds Club n°1 » libellé en euros, géré par une institution financière indépendante. Selon les informations financières communiquées par cette dernière, le rendement brut en 2011 s'élève à 3,4 %. Au 31 décembre 2011, la juste valeur du fonds est estimée à 5,5 millions d'euros.

16-2. Provisions courantes

Les provisions courantes pour 2011 peuvent se décomposer comme suit :

2011 (en millions d'euros)	1 ^{er} janvier	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre et reclassement	31 décembre
Provisions pour						
Litiges avec les administrations et organismes publics	0,3	10,0	-	(0,2)	-	10,1
Litiges avec le personnel	5,8	7,1	(2,7)	(0,9)	-	9,3
Litiges commerciaux	19,8	5,9	(9,4)	(1,3)	0,2	15,2
Autres litiges et risques contractuels	11,5	0,3	(0,1)	-	-	11,7
Restructurations	-	-	-	-	-	-
Autres	14,3	0,9	(7,4)	(1,8)	4,3	10,3
TOTAL PROVISIONS COURANTES	51,7	24,2	(19,6)	(4,2)	4,5	56,6

Aucun passif éventuel significatif non comptabilisé n'a été identifié à la date d'arrêt des comptes.

Les provisions relatives aux litiges commerciaux concernent principalement des litiges en cours avec des clients, des producteurs et des ayants droits.

Les provisions sur litiges et risques contractuels visent à couvrir les risques de recours des autres tiers contractants avec TF1, incluant les garanties données par le Groupe dans le cadre de cession de titres.

Suite à un contrôle fiscal portant sur les exercices 2006 à 2008, TF1 SA a reçu une notification de l'Administration Fiscale en novembre 2011. La société conteste les principaux éléments figurant dans la notification et a exercé son droit de recours. Les incidences de cette notification ont été intégrées dans les comptes au 31 décembre 2011.

Risques liés au droit de la concurrence :

Pour rappel, TF1 avait reçu le 12 janvier 2009 une notification de griefs des services d'instruction de l'Autorité de la concurrence, relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la télévision payante. Un grief avait été retenu contre TF1 SA pour entente en ce qui concerne la distribution exclusive de certaines de ses chaînes thématiques payantes.

Par décision en date du 16 novembre 2010, l'Autorité de la concurrence a rejeté ce grief d'entente au motif que la décision d'autorisation de l'opération CERES, par laquelle TF1 avait consenti ces clauses d'exclusivité, constituait des droits acquis pour les parties.

Toutefois, l'Autorité de la concurrence a décidé de renvoyer aux services d'instructions un certain nombre de points :

- la définition des marchés pertinents de la fibre optique et de la télévision de rattrapage ;
- l'existence ou non d'effets cumulatifs de verrouillage du marché de la télévision payante du fait de ces exclusivités.

17 Produits de l'activité

Les produits de l'activité se répartissent par nature comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Recettes publicitaires	1 821,5	1 793,3
Distribution grand public	228,1	238,5
Recettes câble et satellite	381,2	361,2
Production/distribution de droits audiovisuels	63,4	73,3
Chiffre d'affaires autres activités	125,5	156,1
Chiffre d'affaires	2 619,7	2 622,4
Produits de redevances	0,8	-
Produits de l'activité	2 620,5	2 622,4

18 Consommation de production externe

La consommation de production externe, s'élevant respectivement à 702,9 millions d'euros pour 2011 et 664,5 millions d'euros pour 2010, correspond aux programmes acquis à l'extérieur et diffusés par TF1 et les chaînes thématiques TV Breizh, TMC, NT1, TF6, Série Club, Stylía, Histoire et Ushuaïa TV.

19 Autres achats consommés et variations des stocks

Les autres achats consommés et variations de stocks comprennent principalement les rubriques suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Achats études et prestations de services	(261,8)	(340,2)
Achats de droits de diffusion	(104,4)	(106,2)
Achats de marchandises	(41,4)	(43,0)
Autres	(24,7)	(28,3)
Autres achats consommés et variations des stocks	(432,3)	(517,7)

20 Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Rémunérations du personnel	(296,6)	(289,1)
Charges sociales	(119,6)	(116,5)
Autres charges de personnel	(3,7)	(19,6)
Participation des salariés	(11,9)	(8,2)
Rémunérations dont le paiement est fondée sur des actions	(1,0)	(1,5)
Charges de personnel	(432,8)	(434,9)

Les charges comptabilisées relatives aux régimes à cotisations définies sont incluses dans la rubrique "Charges sociales" et s'élèvent à 33,2 millions d'euros en 2011 (32,1 millions d'euros en 2010).

Les charges liées aux indemnités de fin de carrière et aux congés d'ancienneté prévues par les différentes conventions collectives des sociétés du Groupe sont provisionnées en provisions non courantes (se reporter à la note 16-1) dans la rubrique "Dotation nette aux provisions". Les indemnités versées sur la période au titre des indemnités de fin de carrière sont comptabilisées en "Rémunérations du personnel".

Le détail des effectifs du groupe TF1 est fourni dans le présent rapport financier annuel du Groupe.

Les rémunérations dont le paiement est fondé sur des actions incluent les charges calculées conformément à IFRS 2 sur les plans de souscription d'actions et les plans d'attribution d'actions gratuites.

20-1. Charge relative aux plans de souscription d'actions octroyés par TF1

Les montants comptabilisés en charges de personnel au titre de plans d'achat ou de souscription d'actions sont les suivants :

(en millions d'euros)	Date d'attribution	Durée d'indisponibilité	Juste valeur totale	Charges de personnel	
				2011	2010
Plan n°10	20/03/2008	3 ans	2,8	0,3	0,9
Plan n°11	20/03/2009	3 ans	1,6	0,5	0,6
Plan n°12	10/06/2011	4 ans	1,8	0,2	
Total				1,0	1,5

La charge relative aux plans de stock-options a été calculée à partir du modèle Black-Scholes et des hypothèses suivantes :

	Cours de référence	Prix d'exercice	Volatilité attendue	Maturité moyenne	Taux sans risque	Taux de distribution	Décote de liquidité	Juste valeur unitaire
Plan n°10	13,60 €	15,35 €	31%	5,0 ans	3,67%	6,25%	-15%	1,49 €
Plan n°11	5,71 €	5,98 €	49%	5,2 ans	2,75%	8,98%	-15%	0,86 €
Plan n°12	12,40 €	12,47 €	31%	5,25 ans	2,61%	4,64%	-15%	1,18 €

Les maturités moyennes considérées sont inférieures à la durée de vie contractuelle des options afin de prendre en compte les exercices avant terme par les bénéficiaires. Les hypothèses de volatilité attendue utilisées sont conformes à la volatilité implicite reflétée dans le prix offert à la date d'attribution par des établissements bancaires de premier rang pour des options de même maturité sur le titre TF1.

20-2. Charge relative aux plans d'avantages octroyés par le Groupe Bouygues

Le coût de l'avantage calculé au titre des plans octroyés par Bouygues aux collaborateurs du groupe TF1 n'est pas significatif pour l'exercice 2011.

21 Charges externes

Les charges externes s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Sous-traitance générale	(163,1)	(176,2)
Locations et services associés	(42,0)	(46,8)
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(110,6)	(113,6)
Publicité, promotion et relations publiques	(75,9)	(97,1)
Autres charges externes	(78,1)	(68,5)
Charges externes	(469,7)	(502,2)

22 Impôts et taxes

Les impôts et taxes se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros arrondis)</i>	2011	2010
Taxes audiovisuelles	(92,4)	(92,8)
- Dont taxes CNC	(84,1)	(85,2)
- Dont autres taxes	(8,3)	(7,6)
Autres taxes	(52,8)	(52,8)
- Dont taxes CVAE et CFE	(15,0)	(14,7)
- Dont taxes sur la rémunération	(14,8)	(14,8)
- Dont autres taxes	(23,0)	(23,3)
Impôts et taxes	(145,2)	(145,6)

23 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011.12	2010.12
Reprise de provisions non utilisées	19,6	16,0
Production immobilisée et transferts de charge	22,0	23,3
Subventions d'exploitation	0,9	-
Subventions d'investissement	14,6	14,2
Gains de change	21,8	13,3
Autres produits opérationnels	8,6	11,5
Autres produits d'exploitation	87,5	78,3
Redevances et reversements ayants droits	(81,4)	(77,1)
Pertes sur créances irrécouvrables	(8,6)	(5,9)
Pertes de change	(26,0)	(9,9)
Autres charges opérationnelles	(17,9)	(7,5)
Autres charges d'exploitation	(133,9)	(100,4)

24 Autres produits et charges opérationnels

En 2010, les autres produits opérationnels d'un montant de 102 millions d'euros comprenaient 95,9 millions d'euros représentant le produit net constaté sur la réévaluation à la juste valeur des quotes-parts antérieurement détenues sur TMC et NT1 (cf note 3.2.1 – intégration des sociétés TMC et NT1) et 6,1 millions d'euros au titre de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans SPS (cf note 1.1- cession SPS).

Les autres charges opérationnelles d'un montant de 19,2 millions d'euros comprenaient les dépréciations de goodwill constatées sur SPS et 1001 Listes pour respectivement 12,2 millions d'euros et 7 millions d'euros (cf note 7 - goodwill).

25 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Produits d'intérêts	1,4	2,6
Variation de juste valeur de la part couverte de l'emprunt obligataire	-	-
Variation de juste valeur des dérivés de taux	-	0,5
Produits et revenus sur actifs financiers	-	-
Produits sur endettement financier	1,4	3,1
Charges d'intérêts sur dettes financières	(0,8)	(21,2)
Variation de juste valeur des dérivés de taux	(0,1)	(0,1)
Charges sur endettement financier	(0,9)	(21,3)
Coût endettement financier net	0,5	(18,2)

En 2010, les charges d'intérêts sur dettes financières proviennent principalement de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros dont le remboursement a été réalisé en novembre 2010.

26 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Dividendes	1,7	1,5
Profits sur actifs financiers	0,4	0,7
Produits liés à la variation de valeur des contrats d'achats à terme de devises	3,8	-
Produits divers	-	0,2
Autres produits financiers	5,9	2,4
Pertes sur actifs financiers	(0,4)	(2,5)
Charges liées à la variation de valeur des contrats d'achats à terme de devises	-	(2,2)
Charges diverses	(0,4)	(0,2)
Autres charges financières	(0,8)	(4,9)

27 Charges et produits nets sur actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous détaille les charges, produits, profits et pertes sur actifs et passifs financiers, selon leur catégorie, en distinguant les impacts sur le résultat financier et les impacts sur le résultat opérationnel :

<i>(en millions d'euros)</i>	Résultat financier 2011	Résultat financier 2010	Résultat opérationnel 2011	Résultat opérationnel 2010
Produits (charges) nets sur prêts et créances au coût amorti	1,5	3,1	(25,9)	(9,4)
Produits (charges) nets sur actifs financiers à la juste valeur	0,1	0,2	-	-
<i>dont actifs financiers à la juste valeur sur option</i>	-	-	-	-
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction à la juste valeur</i>	0,1	0,2	-	-
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1,6	(0,7)	0,1	0,2
Produits (charges) nets sur passifs financiers au coût amorti	(1,2)	(21,4)	-	-
Produits (charges) nets sur dérivés	3,6	(1,9)	(1,2)	(0,3)
Charges et produits nets sur actifs et passifs financiers	5,6	(20,7)	(27,0)	(9,5)

28 Impôts sur le résultat

28-1. Comptabilisation de l'impôt courant et de l'impôt différé

28-1-1. Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Impôt exigible	(94,8)	(59,5)
Impôt différé	6,1	(9,4)
Charge d'impôt totale	(88,7)	(68,9)

Le taux d'imposition exigible retenu pour les exercices clos le 31 décembre 2011 est de 36,10 % et pour 2010 de 34,43 % (taux de droit commun).

Le taux d'imposition retenu pour l'évaluation des impôts différés actifs et passifs est de 36,10 % pour les différences temporelles dont la réalisation est attendue en 2012 et de 34,43 % pour les différences temporelles dont la réalisation est attendue au-delà.

28-1-2. Rationalisation du taux d'impôt

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Résultat net, part du groupe	182,7	228,3
Impôt sur les résultats	88,7	68,9
Résultat des activités abandonnées	-	-
Intérêts minoritaires	3,4	1,0
Résultat des activités poursuivies avant impôt et intérêts minoritaires	274,8	298,2
Taux d'imposition légal en France	36,1%	34,4%
Incidence des variations de juste valeur non fiscalisées ⁽¹⁾	0,0%	(12,5%)
Dépréciation des goodwill	0,0%	2,2%
Incidence des déficits fiscaux	(0,4%)	0,6%
Imputation de crédits d'impôt	(0,3%)	(0,5%)
Résultat des entreprises associées	1,8%	(0,7%)
Fiscalité réduite sur opérations sur titres	(3,9%)	(0,2%)
Différentiel de taux d'impôts (changement de taux et taux filiales étrangères)	(1,0%)	0,0%
Autres différences nettes	(0,1%)	(0,2%)
Taux d'imposition réel	32,2%	23,1%

⁽¹⁾ Principalement effet des réévaluations à la juste valeur des quotes-parts antérieures SPS et TMC/NT1 en 2010.

TF1 a opté pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 1989, option renouvelée régulièrement depuis lors.

28-2. Actifs et passifs d'impôt différé

28-2-1. Variation des impôts différés nets

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Impôts différés nets au 1er janvier	(8,4)	10,2
Constaté en capitaux propres	(1,6)	(2,0)
Constaté en résultat	6,1	(9,4)
Variation de périmètre et autres ⁽¹⁾	(0,2)	(7,2)
Impôts différés nets au 31 décembre	(4,1)	(8,4)

⁽¹⁾ dont 6,9 millions d'euros d'impôts différés reconnus en 2010 dans le cadre de l'affectation de l'écart d'acquisition TMC et concernant principalement la marque TMC et les revalorisations des stocks de programmes TMC et NT1.

En application de la méthode bilantielle du report variable des différences temporelles entre les bases comptables et fiscales, l'incidence sur les impôts différés de l'application du taux d'imposition exigible de 36,10 % pour l'exercice 2012 est un produit d'environ 1,4 millions d'euros.

28-2-2. Principales sources d'imposition différée

Les principales sources d'imposition différée, par nature, sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Provisions :		
Provision sur programmes	4,0	4,0
Provision Indemnités de fin de carrière	6,6	6,9
Provision dépréciation des droits audiovisuels	0,3	0,6
Provision clients	3,0	3,1
Autres provisions	18,0	17,7
Participation des salariés	4,2	2,6
Reports déficitaires	6,4	8,0
Autres impôts différés actifs	8,6	9,3
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés	(45,3)	(49,6)
Impôts différés actifs	5,8	2,6
Amortissements dérogatoires	(19,2)	(17,1)
Amortissements du siège social	(8,5)	(8,9)
Réévaluation d'actifs	(13,6)	(13,7)
Autres impôts différés passifs	(13,9)	(20,9)
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés	45,3	49,6
Impôts différés passifs	(9,9)	(11,0)
Impôts différés nets au 31 décembre	(4,1)	(8,4)

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élèvent à 24 millions d'euros (contre 28,1 millions d'euros en 2010) et correspondent à des reports déficitaires et des amortissements réputés différés indéfiniment reportables dont la probabilité de récupération ne justifie pas une inscription au bilan.

28-2-3. Délai de récupération des impôts différés actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Compensation des actifs et passifs d'impôts différés	Total
Impôts différés actifs	38,9	4,0	8,2	(45,3)	5,8

29 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires et d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice.

Les actions ordinaires potentielles dilutives n'ayant aucun effet d'ajustement sur le résultat net de l'exercice, le calcul du résultat dilué par action a été effectué sur la base du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires et d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice, ajusté des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Le résultat dilué par action prend en compte l'impact dilutif des plans d'attribution d'actions gratuites ainsi que celui des plans d'options de souscription d'actions dès lors que ces derniers présentent un prix d'exercice inférieur au cours du titre TF1 à la clôture.

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Résultat (en millions d'euros)		
Résultat net des activités poursuivies (part du groupe)	182,7	228,3
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
Résultat net (part du groupe)	182,7	228,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	212 435 958	213 395 867
Résultat par action (en euros)		
Résultat net par action des activités poursuivies	0,86	1,07
Résultat net par action des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
Résultat net par action	0,86	1,07
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires	213 274 329	215 215 764
Résultat dilué par action (en euros)		
Résultat net dilué par action des activités poursuivies	0,86	1,06
Résultat net dilué par action	0,86	1,06

Le nombre moyen dilué d'actions ordinaires est obtenu en prenant en compte les effets dilutifs suivants :

<i>(en nombre d'actions)</i>	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires sur la période	212 435 958	213 395 867
Effet dilutif des plans d'options de souscription d'actions	838 371	1 819 897
Effet dilutif du plan d'attribution d'options gratuites	-	-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires	213 274 329	215 215 764

En 2011 et 2010 seul le plan d'options de souscription d'actions n°11 (attribué le 18 février 2009) affichait un prix d'exercice ajusté inférieur au cours moyen du titre TF1 sur la période.

30 Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

30-1. Définition de la trésorerie

La trésorerie dont la variation est analysée au tableau de flux de trésorerie intègre la variation de la seule trésorerie des activités poursuivies. La variation de la trésorerie des activités cédées ou en cours de cession est présentée au bas du tableau.

La trésorerie présentée au tableau de flux de trésorerie inclut la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les comptes courants de trésorerie actifs et passifs et les concours bancaires courants. Le rapprochement entre le poste de trésorerie du tableau de flux de trésorerie et le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan est présenté dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Trésorerie et équivalent de trésorerie au bilan	35,9	39,3
Trésorerie sur actif en cours de cession	-	-
Compte courant de trésorerie passifs	(2,9)	(2,1)
Concours bancaires courants	(51,2)	(0,2)
Trésorerie de clôture du tableaux de flux	(18,2)	37,0

30-2. Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie

L'incidence des investissements financiers sur les flux de trésorerie est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Trésorerie et équivalent de trésorerie acquis	1,2	9,8
Actifs financiers acquis	-	(0,0)
Autres actifs acquis	11,7	68,5
Intérêts minoritaires acquis	-	-
Autres passifs acquis	(15,1)	(71,5)
Actifs net acquis (A)	(2,3)	6,8
Goodwill (B)	7,1	189,9
Décaissement (A) + (B)	4,8	196,7
Trésorerie acquise	(1,2)	(3,8)
Trésorerie des sociétés entrées dans le périmètre sans acquisition dans la période	(12,3)	-
Décaissement net	(8,7)	192,9

Les flux 2011 liés principalement à l'acquisition de Metro France et à la consolidation de la Sofica Valor 6.

L'incidence des cessions de filiales sur les flux de trésorerie est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Encaissement	16,8	-
Trésorerie cédée	(16,7)	-
Souscription à l'augmentation de capital des filiales	-	-
Encaissement net	0,1	-

Incidences de la cession de 1001 Listes (cf faits marquants, note 1-5)

Pour 2011 et 2010, l'analyse du poste incidence des variations de périmètre sur la trésorerie se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Décaissement net	8,7	(192,9)
Encaissement net	0,1	-
Incidence des variations de périmètre	8,8	(192,9)

30-3. Variation des dettes financières

En 2011, l'impact sur la trésorerie du Groupe des variations de l'endettement financier brut se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Mise en place et remboursements des dettes financières liées aux contrats de location financement	(4,7)	18,1
Emission et remboursement d'emprunt	(4,0)	(500,0)
Prêt reçu des entreprises associées	-	-
Autres mouvements	0,2	-
Variation nette	(8,5)	(481,9)

En 2010, le flux négatif de 500 millions d'euros correspondait au remboursement de l'emprunt obligataire.

31 Gestion des risques

31-1. Politique de gestion du capital

Le Groupe a une politique de stabilité de son capital et n'envisage pas d'opération particulière, hormis les opérations de rachats d'actions (se reporter au rapport d'activité).

En matière de capitaux propres, le Groupe utilise différents indicateurs, notamment le ratio endettement financier net sur fonds propres. Ce ratio fournit une vision du niveau d'endettement du Groupe comparé au total des fonds propres. Il est calculé à partir des agrégats d'endettement financier net, tel que défini dans la note 15, et de fonds propres, incluant la réserve de variation de valeur des couvertures de flux de trésorerie et la réserve de variation de valeur des titres disponibles à la vente. A fin 2011, le ratio s'établit à 2,5 %. A fin 2010, compte tenu d'une trésorerie nette positive de 16,8 millions d'euros, ce taux d'endettement était nul.

31-2. Politique de gestion des risques financiers

Les risques financiers de liquidité et de marché (risques de taux, de change et sur actions propres) sont suivis de façon centralisée par la Direction Financement et Trésorerie Groupe.

31-2-1. Risque de liquidité

La Direction Financement et Trésorerie est chargée de veiller à ce que le Groupe dispose de sources de financement pérennes, en quantité suffisante, et adaptées à son besoin de financement :

- par une centralisation quotidienne de la trésorerie multidevise disponible de l'ensemble des entités du Groupe, destinée à minimiser le besoin de financements externes,
- par une analyse et une réactualisation périodique des prévisions de trésorerie de l'ensemble des sociétés du Groupe,
- par la négociation et le maintien permanent d'un encours de lignes de financement échelonnées.

Le Groupe apprécie son risque de liquidité au travers de son taux global d'utilisation de sa capacité de financements confirmés nette de la trésorerie disponible (financements de marché levés + financements bancaires confirmés).

A la clôture, l'endettement net au bilan s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Actif de Trésorerie	35,9	39,3
Passif financier	(76,5)	(22,5)
Endettement net	(40,6)	16,8
Capacité de financement	1 030,2	1 125,5

En 2011, le taux d'utilisation de la capacité de financement est de 3,9 % et nul au 31 décembre 2010.

Notation financière :

Le groupe TF1 fait l'objet d'une notation par Standard and Poors. Le groupe TF1 est actuellement noté BBB+/stable/A-2 contre BBB/perspective positive/A-2 fin 2010.

Financements confirmés :

Au 31 décembre 2011, TF1 dispose :

- d'un encours de lignes de crédit bancaires bilatérales de 1 015,0 millions d'euros dont les dates d'échéance sont comprises entre un et six ans. Adossée à son encours de lignes bancaires confirmées, TF1 dispose également d'une convention de trésorerie avec le groupe Bouygues. Au 31 décembre 2011, la convention de trésorerie avec le groupe Bouygues était utilisée à hauteur de 47,1 millions d'euros,
- d'un encours de crédit-bail de 15,2 millions d'euros lié à la mise en place de matériels techniques.

2011	Lignes autorisées			Montant utilisé			Lignes disponibles
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Lignes bilatérales confirmées	150,0	865,0	1 015,0	-	-	-	1 015,0
Crédit-bail	4,4	10,8	15,2	4,4	10,8	15,2	-
Convention de Trésorerie Bouygues			-	47,1		47,1	(47,1)
Sous-total	154,4	875,8	1 030,2	51,5	10,8	62,3	967,9
Emission obligataire	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	154,4	875,8	1 030,2	51,5	10,8	62,3	967,9

2010	Lignes autorisées			Montant utilisé			Lignes disponibles
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total	
<i>(en millions d'euros)</i>							
Lignes bilatérales confirmées	300,5	805,0	1 105,5	-	-	-	1 105,5
Crédit-bail	3,8	16,2	20,0	3,8	16,2	20,0	-
Convention de Trésorerie Bouygues			-			-	-
Sous-total	304,3	821,2	1 125,5	3,8	16,2	20,0	1 105,5
Emission obligataire	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	304,3	821,2	1 125,5	3,8	16,2	20,0	1 105,5

Les crédits bancaires contractés par le groupe TF1 sont des lignes de crédit bilatérales qui ne comportent aucune clause de ratio financier, ni aucun « trigger event ». L'encours total de ces lignes est réparti sur un nombre significatif de banques, assurant ainsi une diversification importante des sources de financement. Le taux d'utilisation de ces lignes à la clôture 2011 est nul, comme à fin 2010.

Echéancier des passifs financiers (hors dérivés) :

Le tableau ci-dessous présente les flux non actualisés de remboursement (capital et intérêts) des passifs financiers sur la base des échéances contractuelles résiduelles :

<i>2011 (en millions d'euros)</i>	Valeur nette comptable	Valeur contractuelle résiduelle		
		Moins d'un an	De un à cinq ans	Total
Locations financières	15,2	4,4	10,8	15,2
Fournisseurs et autres créditeurs	1 563,7	1 563,7		1 563,7
Autres Dettes Financières	61,3	54,1	7,2	61,3
TOTAL	1 640,2	1 622,2	18,0	1 640,2

<i>2010 (en millions d'euros)</i>	Valeur nette comptable	Valeur contractuelle résiduelle		
		Moins d'un an	De un à cinq ans	Total
Locations financières	20,0	4,0	16,3	20,3
Fournisseurs et autres créditeurs	1 638,5	1 638,5	-	1 638,5
Autres Dettes Financières	2,3	2,3	-	2,3
TOTAL	1 660,8	1 644,8	16,3	1 661,1

Placements de trésorerie

Le Groupe sélectionne scrupuleusement les supports de placements de ses excédents ponctuels ou structurels de trésorerie. La politique du Groupe requiert des supports de placements qu'ils soient :

- liquides, c'est-à-dire immédiatement mobilisables (comptes courants, comptes à vue rémunérés...) et dont la maturité ne peut excéder 3 mois,
- rémunérés sur la base d'indices monétaires de marché et ne présentant aucun risque de capital autre que le risque de contrepartie,
- mis en place avec des contreparties de premier rang.

Au 31 décembre 2011, les placements se répartissent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Compte bancaire rémunéré	0,2	20,0
Convention de trésorerie Bouygues Relais	-	
Sicav Monétaires	12,2	0,2
Certificats de dépôt négociables	-	
Autres comptes courants de trésorerie	23,5	19,1
TOTAL	35,9	39,3

31-2-2. Risque de marché

Le Groupe gère son exposition aux risques de change et de taux par le recours à des instruments de couverture tels que les contrats de swap, d'achats ou de ventes à terme et des options de change et de taux. Les instruments dérivés sont réservés à des fins de couverture et ne sont jamais utilisés à des fins spéculatives.

La Direction Financement et Trésorerie est en charge de la gestion des couvertures de change et de taux de façon centralisée pour le Groupe. Elle effectue un suivi quotidien des marchés financiers et une mise à jour périodique des positions du Groupe à couvrir, après compensation des expositions de même nature entre les entités du Groupe. Elle

suggère des scénarios de couverture à la Direction Générale Adjointe Finance, et après approbation, exécute les opérations de marché décidées et assure la gestion administrative.

31-2-2-1. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux du Groupe découle de son besoin de financement. L'objectif poursuivi est de figer à taux fixe ou de garantir un taux maximum le coût de l'endettement net sur un horizon court et moyen terme.

Exposition au risque de taux et sensibilité :

Au 31 décembre 2011, la répartition par nature de taux et par échéance des actifs financiers, dettes financières et des couvertures associées est la suivante :

2011 (en millions d'euros)	Actifs financiers		Passifs financiers		Exposition nette avant couverture		Instruments de couverture		Exposition nette après couverture	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins de 1 an	0,2	35,7	(4,4)	(54,1)	(4,2)	(18,4)	-	-	(4,2)	(18,4)
De 1 à 5 ans	-	-	(18,0)	-	(18,0)	-	-	-	(18,0)	-
TOTAL	0,2	35,7	(22,4)	(54,1)	(22,2)	(18,4)	-	-	(22,2)	(18,4)

Au 31 décembre 2011, la situation nette après gestion est une position de dette à taux fixe à hauteur de 22,2 millions d'euros et à taux variable à hauteur de 18,4 millions d'euros.

2010 (en millions d'euros)	Actifs financiers		Passifs financiers		Exposition nette avant couverture		Instruments de couverture		Exposition nette après couverture	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins de 1 an	20,0	19,3	(3,8)	(2,5)	16,2	16,8	(100,0)	100,0	(83,8)	116,8
De 1 à 5 ans	-	-	(16,2)	-	(16,2)	-	-	-	(16,2)	-
TOTAL	20,0	19,3	(20,0)	(2,5)	(0,0)	16,8	(100,0)	100,0	(100,0)	116,8

La sensibilité présentée ci-après mesure l'incidence théorique sur le coût de l'endettement net du Groupe d'une variation instantanée et constante de 1 % (100 points de base) de l'ensemble de la courbe des taux.

Elle est déterminée comme la somme de :

- l'incidence de la variation de 1 % appliquée à la position nette à taux variable avant couverture, supposée constante pendant 1 an,
- la variation de valeur de marché du portefeuille d'instruments dérivés de couverture de taux existant à la clôture, en application des traitements comptables définis par la norme IAS 39.

(en millions d'euros)	2011		2010	
	Impact en résultat avant impôts	Impact en capitaux propres avant impôts	Impact en résultat avant impôts	Impact en capitaux propres avant impôts
Impact d'une variation de +1% des taux d'intérêts	(0,2)	-	1,7	0,9
Impact d'une variation de -1% des taux d'intérêts	0,2	-	(1,7)	(0,7)

Une baisse instantanée de 1 % (100 points de base) de taux d'intérêt à court terme engendrerait en année pleine une baisse des charges liées à l'endettement financier net de 0,2 million d'euros. A contrario, une hausse instantanée de 1 % (100 points de base) de taux d'intérêt à court terme engendrerait une hausse des charges liées à l'endettement financier net de 0,2 million d'euros.

Détails des instruments financiers des dérivés de taux :

A fin 2011, le Groupe ne dispose plus d'instrument financier de type « dérivés de taux ».

En 2010, le portefeuille de taux se synthétisait comme suit :

2010 (en millions d'euros)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total	Valeur de Marché
SWAP payeur taux variable			-	
SWAP payeur taux fixe	100,0		100,0	(0,3)
TOTAL	100,0	-	100,0	(0,3)

Qualifications et traitements comptables :

Tous les instruments dérivés sont mis en en place dans un objectif de couverture des risques financiers du Groupe. En application des dispositions de la norme IAS 39, ces dérivés sont classés en couverture de juste valeur ou flux futurs selon les stratégies menées, mais dans certains cas, peuvent ne pas être qualifiés au plan comptable de couvertures en raison des critères comptables, notamment en cas de retournement de la stratégie initiale.

En 2010, la valeur de marché du portefeuille était la suivante :

Valeur de marché du portefeuille 2010 (en millions d'euros)	Dérivés qualifiés de couvertures de juste valeur	Dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie	Dérivés non qualifiés de couvertures	Total
Instruments financiers dérivés de taux à l'actif				-
Instruments financiers dérivés de taux au passif		(0,3)		(0,3)
TOTAL	-	(0,3)	-	(0,3)

31-2-2-2. Risque de change

L'exposition au risque de change du Groupe est de nature opérationnelle. Elle provient de flux récurrents dans le cadre de contrats d'achats de droits audiovisuels et sportifs pluriannuels, notamment en dollar et livre sterling, et de flux de ventes d'abonnements de la chaîne Eurosport en devises, hors de la zone Euro.

La politique adoptée par le Groupe vise à figer ou garantir un cours de change maximum (respectivement minimum) de la position nette acheteuse (respectivement vendeuse) du Groupe dans chacune des devises utilisées, sur un horizon glissant de 12 mois à 18 mois.

Exposition au risque de change et sensibilité :

A fin 2011, l'exposition au risque de change du Groupe se ventile comme suit :

Au cours de clôture 2011	(en millions d'euros)	USD (1)	GBP (2)	Autres devises (3)	Total
Actifs		30,6	8,3	21,5	60,4
Passifs		(60,8)	(8,7)	(13,9)	(83,4)
Hors bilan		(355,3)	12,4	(18,6)	(361,5)
Position avant couvertures		(385,5)	12,0	(11,0)	(384,5)
Opérations à terme		99,6	-	16,9	116,5
Swaps de change		(17,9)	(0,5)	(2,0)	(20,4)
Position nette après couvertures		(303,8)	11,5	3,9	(288,4)

⁽¹⁾ Exposition nette en USD : plusieurs entités du Groupe (TF1, Eurosport) souscrivent, de par leur activité, des contrats d'achats de droits pluriannuels qui génèrent les montants hors-bilan, et dont les flux futurs sont partiellement adossés au chiffre d'affaires futur récurrent en USD.

⁽²⁾ Exposition nette en GBP : l'exposition concerne principalement l'activité courante d'Eurosport en Grande Bretagne.

⁽³⁾ Les devises concernées sont essentiellement les couronnes norvégienne, suédoise et danoise, le dollar australien et le franc suisse. La position nette après gestion est adossée au chiffre d'affaires futur en devises.

L'exposition nette consolidée en devise (contre-valorisée en euro aux cours de clôture), après prise en compte des couvertures, est de - 288 millions d'euros (contre - 442 millions d'euros au 31 décembre 2010).

A fin 2010, l'exposition au risque de change du Groupe se ventilait comme suit :

Au cours de clôture 2010	(en millions d'euros)	USD (1)	GBP (2)	Autres devises (3)	Total
Actifs		23,5	8,2	20,0	51,7
Passifs		(39,4)	(15,6)	(17,6)	(72,6)
Hors bilan		(472,0)	(9,7)	(17,1)	(498,8)
Position avant couvertures		(487,9)	(17,1)	(14,7)	(519,7)
Opérations à terme		128,2	3,5	(29,3)	102,4
Swaps de change		(16,3)	(1,8)	(6,6)	(24,7)
Position nette après couvertures		(376,0)	(15,4)	(50,6)	(442,0)

La sensibilité présentée ci-dessous mesure l'impact sur le résultat et les capitaux propres du Groupe d'une variation instantanée défavorable et uniforme de 1 % de l'euro contre la totalité de toutes les devises concernées. Elle est déterminée comme la somme de :

- l'incidence d'une variation de 1 % appliquée aux expositions nettes avant couvertures ci-dessus ;
- la variation de valeur du portefeuille de dérivés de couverture de change existants à la clôture en application des traitements comptables définis par la norme IAS 39.

(en millions d'euros)	2011				2010			
	Impact en résultat avant impôts		Impact en capitaux propres avant impôts		Impact en résultat avant impôts		Impact en capitaux propres avant impôts	
	+1%	-1%	+1%	-1%	+1%	-1%	+1%	-1%
USD	3,9	(3,9)	(0,8)	0,9	1,0	(1,0)	2,7	(2,9)
GBP	(0,1)	0,1			-	-	0,2	(0,2)
Autres	0,5	(0,6)	(0,1)	0,2	-	-	0,2	(0,6)
TOTAL	4,3	(4,4)	(0,9)	1,1	1,0	(1,0)	3,1	(3,7)

A fin 2011, la sensibilité des capitaux propres du Groupe, y compris le résultat de l'exercice, à la valorisation de la position nette comptable en devises, dans l'hypothèse d'évolution défavorable et uniforme d'1 % de l'euro contre la totalité des devises concernées, serait de - 3,3 millions d'euros, hors prise en compte des incidences de cette variation des cours sur les flux futurs en devises du Groupe. A fin 2010, elle s'élevait à - 4,7 millions d'euros.

Variation des dérivés de change

La variation de valeur des instruments de couverture de change non-qualifiés au plan comptable de couvertures est de + 3,7 millions d'euros.

La variation de valeur des instruments qualifiés au plan comptable de couvertures est de + 0,9 million d'euros en 2011. Elle se décompose en une variation de valeur dite efficace (c'est-à-dire fortement corrélée aux variations de valeurs des éléments couverts) de + 2,1 millions d'euros, inscrite en réserve de variation de valeur en capitaux propres, et une variation de valeur dite inefficace de - 1,2 million d'euros, inscrite en résultat financier en « Autres produits et charges financiers ».

Détail des instruments financiers des dérivés de change par devise

Les instruments de couverture de change se répartissent par devise de la manière suivante au 31 décembre 2011 :

Au 31 décembre 2011 (en millions)	Devises	Encours total en devises	Nominal des couvertures			Valeurs de marché (euro)	
			Encours en euro			Encours total	Dont qualifiées de couverture de flux de trésorerie
			Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans		
Swaps de devises	USD	23,2	17,9	17,9	-	0,1	-
	GBP	0,4	0,5	0,5	-	0,0	-
	Autres devises (NOK, SEK, DKK, CHF, AUD)		2,0	2,0	-	(0,0)	-
Achats à terme	USD	128,9	99,6	68,0	31,6	5,8	4,7
	GBP		-	-	-	-	-
Ventes à terme	Autres devises (NOK, SEK, DKK, AUD)		16,9	16,9		(0,3)	(0,1)
TOTAL DES COUVERTURES			136,9	105,3	31,6	5,6	4,6

Au 31 décembre 2010 (en millions)	Devises	Nominal des couvertures				Valeurs de marché (euro)	
		Encours total en devises	Encours en euro			Encours total	Dont qualifiées de couverture de flux de trésorerie
			Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans		
Swaps de devises	USD	21,8	16,3	16,3	-	(0,3)	-
	GBP	1,6	1,8	1,8	-	(0,0)	-
	Autres devises (NOK, SEK, DKK, CHF, AUD)		6,6	6,6	-	(0,0)	-
Achats à terme	USD	171,3	128,2	77,3	50,9	1,8	4,0
	GBP	3,0	3,5	3,5	-	0,1	0,1
	Autres devises (NOK, SEK, DKK, AUD)		29,4	26,7	2,7	(0,6)	(0,6)
TOTAL DES COUVERTURES			185,8	132,2	53,6	1,0	3,5

Qualifications et traitements comptables

Tous les instruments dérivés sont mis en place dans un objectif de couverture des risques financiers du Groupe. En application des dispositions de la norme IAS 39, ces dérivés sont classés en couverture de juste valeur ou flux futurs selon les stratégies menées, mais dans certains cas, peuvent ne pas être qualifiés au plan comptable en raison des critères comptables, notamment en cas de retournement de la stratégie initiale.

(en millions d'euros)	Dérivés non qualifiés de couvertures	Dérivés qualifiés de couvertures de juste valeur	Dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie	Valeur de marché
2011				
Instruments financiers dérivés de change à l'actif		1,2	4,7	5,9
Instruments financiers dérivés de change au passif		0,0	(0,3)	(0,3)
TOTAL		1,2	-	5,6
2010				
Instruments financiers dérivés de change à l'actif		-	4,3	4,3
Instruments financiers dérivés de change au passif		(2,5)	(0,8)	(3,3)
TOTAL		(2,5)	-	1,0

Les opérations qualifiées de couverture de flux de trésorerie sont affectées pour TF1 SA à la couverture de contrats d'acquisition de droits sportifs et de droits audiovisuels dont les montants et dates de paiement sont précisément définis contractuellement et pour Eurosport à la couverture du chiffre d'affaires futurs en devises. Les autres opérations sont affectées aux autres contrats d'acquisition de droits audiovisuels sans que tous les critères exigés par la norme IAS 39 pour reconnaître une relation de couverture ne soient satisfaits.

Risques de crédit et de contrepartie

Le Groupe a mis en place des politiques visant à limiter son exposition au risque de contrepartie, notamment le risque de non encaissement de ses créances clients dans le cadre de ses activités courantes et le risque de ne pas pouvoir disposer de ses avoirs auprès de ses contreparties financières ou que celles-ci n'exécutent pas leurs engagements donnés au Groupe.

Le Groupe considère que son exposition est limitée, le coût historique de ce risque étant non significatif, tant globalement qu'au niveau de chaque activité.

Risque de recouvrement des créances

2011	Valeur nette comptable	Créances non échues	Créances échues			
			Total	< 6 mois	De 6 à 12 mois	> 12 mois
<i>(en millions d'euros)</i>						
Clients et comptes rattachés	768,2	597,4	170,8	132,9	15,1	22,8
Provisions Clients et comptes rattachés	(17,7)	(2,9)	(14,8)	(2,5)	(2,6)	(9,7)
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES NETS	750,5	594,5	156,0	130,4	12,5	13,1

2010	Valeur nette comptable	Créances non échues	Créances échues			
			Total	< 6 mois	De 6 à 12 mois	> 12 mois
<i>(en millions d'euros)</i>						
Clients et comptes rattachés	738,1	555,5	182,6	144,2	15,0	23,4
Provisions Clients et comptes rattachés	(18,3)	(1,3)	(17,0)	(4,3)	(1,1)	(11,6)
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES NETS	719,8	554,2	165,6	139,9	13,9	11,8

Espaces publicitaires

TF1 Publicité commercialise les espaces des supports dont elle est la régie (chaînes de télévision, radios, sites Internet du groupe TF1 et d'autres éditeurs) auprès d'annonceurs devenus investisseurs réguliers au fil des années, concrétisant des relations de partenariat de longue date. La politique de gestion du risque de contrepartie sous-jacent repose sur des modes opératoires de TF1 Publicité qui sont parfaitement connus de ses clients et en particulier :

- le règlement préalable avant toute diffusion du montant intégral de tout ordre de publicité, pour tout nouvel annonceur,
- outre le paiement anticipé des commandes à venir, le règlement de l'ensemble des factures impayées pour tout annonceur qui s'est exposé à des incidents de paiement. À défaut, un refus de vente peut être opposé à l'annonceur défaillant,
- le versement des remises de l'exercice, sous la forme d'avoirs dits de Fin d'Ordre émis au début de l'exercice suivant, et dont l'acquisition définitive est soumise au paiement à bonne échéance des factures relatives au chiffre d'affaires annuel réalisé, servant d'assiette au calcul des dites remises.

Au-delà de ces procédures, un département Crédit Management pratique un contrôle régulier de la santé financière des annonceurs, engage systématiquement, en cas de retard de paiement, des actions de relances graduelles, et instruit les dossiers relevant de la phase contentieuse en relation avec la Coface.

Enfin, la mise en place d'une relance préventive effectuée avant chaque échéance de règlement auprès des principales agences du marché, l'application stricte des pénalités sur les remises commerciales en cas de facturation non réglée à bonne date et la facturation systématique des intérêts de retard, permettent à TF1 Publicité de maintenir le risque de non-paiement des annonceurs à un niveau inférieur à 0,15 % du montant de la facturation annuelle TTC.

Abonnements aux chaînes thématiques

Les recettes versées par les câbles-opérateurs présents en France ne présentent pas de risques significatifs de non recouvrement. Concernant les ventes à l'étranger, Eurosport dispose de processus de recouvrement efficaces des

créances provenant des opérateurs câble et satellite. Le risque de non-paiement de ces distributeurs est historiquement faible grâce aux processus mis en œuvre pour vérifier la santé financière des clients et à l'éclatement des marchés correspondants, qui induit une diversification naturelle très forte du risque.

Autres activités de diversification

TF1 Vidéo et TF1 Entreprises ont recours à une assurance crédit afin de se prémunir contre les risques d'impayés clients. Les activités de Vente A Distance, conduites par le pôle Téléshopping, ne présentent pas de risques majeurs d'impayés compte tenu d'un processus d'encaissement généralement préalable à la livraison des biens ou services vendus.

Il n'existe pas d'autres risques clients unitaires significatifs dans les autres filiales du Groupe qui pourraient affecter durablement la rentabilité du Groupe.

Contreparties financières

Concernant le placement de ses disponibilités, la politique du groupe TF1 repose essentiellement sur la sélection de contreparties bancaires et financières de premier rang (notations financières minimum, ...) avec lesquelles le Groupe entretient des relations de long terme, intégrant notamment des engagements de financement du Groupe (cf. note 31-2-1 sur le risque de liquidité).

32 Options d'achat ou de souscription d'actions

32-1. Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions

	Plan n°10	Plan n°11	Plan n°12
Date de l'Assemblée Générale	17/04/2007	17/04/2008	14/04/2011
Date du Conseil d'Administration			12/05/2011 et 25/07/2011
Date d'attribution	20/02/2008	18/02/2009	25/07/2011
Date d'attribution	20/03/2008	20/03/2009	10/06/2011
Nature du plan	souscription	souscription	souscription
Nombre total d'options de souscription consenties	2 000 000	2 000 000	1 500 000
- dont aux mandataires sociaux	56 000	56 000	7 200
- dont aux 10 premiers attributaires salariés	340 000	340 000	144 000
Nombre total d'options de souscription consenties sous conditions de performances	0	50 000	1 500 000
Point de départ d'exercice des options	20/03/2011	20/03/2012	10/06/2015
Date d'expiration	20/03/2015	20/03/2016	10/06/2018
Prix de souscription ou d'achat	15,35 €	5,98 €	12,47 €
Modalités d'exercice	Levée à partir du 3ème anniversaire Cessibilité à partir du 4ème anniversaire		Levée et cessibilité à partir du 4ème anniversaire
Nombre d'actions souscrites au 31/12/11	-	11 111	-
Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées, non attribuées ou devenues caduques	198 000	219 103	28 800
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes en fin d'exercice	1 802 000	1 769 786	1 471 200

32-2. Évolution du nombre d'options en cours de validité

	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de souscription ou d'achat (en euros)	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de souscription ou d'achat (en euros)
Options en cours de validité au 1^{er} janvier	4 558 897	13,18	6 339 497	14,97
Options consenties	1 500 000	12,47	-	-
Options annulées, non attribuées ou devenues caduques	(124 300)	11,74	(123 000)	11,03
Options exercées	(11 111)	5,98	-	-
Options expirées	(880 500)	23,46	(1 657 600)	20,20
Options en cours de validité au 31 décembre	5 042 986	11,22	4 558 897	13,18
<i>Options exerçables au 31 décembre</i>	<i>1 802 000</i>	<i>15,35</i>	<i>880 500</i>	<i>23,46</i>

Au cours de l'exercice 2011, 11 111 options ont été exercées. Le cours moyen pondéré du titre TF1 à la date d'exercice est de 10,26€. La durée de vie moyenne des options en cours de validité au 31 décembre 2011 est de 66 mois (48 mois au 31 décembre 2010).

33 Engagements hors bilan

Les engagements hors-bilan présentés ci-après regroupent les engagements de garantie donnés et reçus par le Groupe, les engagements réciproques non liés aux cycles d'exploitation des activités du Groupe ainsi que les contrats de locations simples et de locations-financement.

Un engagement est réciproque lorsque l'obligation future de l'entreprise (engagement donné) est indissociable de celle du ou des cocontractants (engagement reçu). Les engagements réciproques donnés ou reçus dans le cadre du cycle d'exploitation des activités du Groupe sont présentés dans les rubriques des postes de bilan concernés (« Programmes et droits de diffusion » - note 11 : contrats d'achat relatifs à la sécurisation de la grille de programmes ; « Risques de liquidité » - note 31-2-1 : lignes de crédit bancaires confirmées ; ...).

La valeur retenue pour la valorisation des engagements hors bilan est le montant de la sortie ou de l'accroissement de ressources prévu au contrat. Lorsqu'un contrat est conclu pour une période renouvelable, l'engagement est valorisé pour une durée courant jusqu'à la prochaine échéance de renouvellement.

Dans le cas d'engagements réciproques, l'engagement donné et l'engagement reçu sont valorisés en fonction du montant de trésorerie que le Groupe devra décaisser ou encaisser.

Les différentes natures d'engagements donnés et reçus par le Groupe sont :

- Cautions et engagements de garanties :

Cette rubrique recouvre les cautions et garanties mises en place dans le cadre de contrats commerciaux ou de baux.

Les actifs immobilisés de TF1 (incorporels, corporels et financiers) ne sont pas assortis de nantissements ni d'hypothèques.

- Engagements réciproques :

Transport d'images :

Les engagements de transport d'images sont relatifs à la fourniture de services de télédiffusion (Télédiffusion de France) et à la location de capacité satellitaire et de transpondeurs auprès de sociétés privées.

Engagements sur titres de participation :

Cette rubrique recouvre les engagements fermes ou optionnels de livrer ou de recevoir des titres. Au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010, ils concernent notamment l'accord signé avec le Groupe AB pour 155 millions d'euros.

Autres engagements contractuels réciproques :

Ils recouvrent des engagements donnés et reçus de divers contrats dans le cadre d'activités non récurrentes des sociétés du Groupe.

Locations simples :

Dans cette rubrique sont recensés, en engagements donnés et reçus, les paiements futurs minimaux pour des contrats de locations simples non résiliables et en cours à la clôture de l'exercice. Seuls les baux significatifs au niveau du Groupe ont été pris en compte. Ils se rapportent pour l'essentiel à des locations immobilières, en particulier les locaux occupés les filiales du Groupe, et les sociétés françaises du groupe Eurosport.

- Location-financement :

Dans cette rubrique sont présentés les paiements minimaux futurs sur les contrats de location-financement existant à la date de clôture.

Les éléments présentés ci-dessous n'omettent pas d'engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

33-1. Cautions et engagements de garanties

<i>(en millions d'euros)</i>	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 2011	Total 2010
Engagements de garantie					
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	-	-	-	-	-
Avals, cautions et garanties données	2,4	1,5	-	3,9	4,1
Engagements de garantie donnés	2,4	1,5	-	3,9	4,1
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	-	-	-	-	-
Avals, cautions et garanties reçues	-	1,9	-	1,9	2,6
Engagements de garantie reçus	-	1,9	-	1,9	2,6
Engagements de garantie nets	2,4	0,4	-	2,0	1,5

33-2. Engagements contractuels réciproques

<i>(en millions d'euros)</i>	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 2011	Total 2010
Engagements contractuels divers					
Transport d'images	40,1	102,8	10,8	153,7	118,7
Engagements sur titres de participation	158,4	13,5	1,8	173,7	178,9
Autres	13,0	9,8	-	22,8	22,3
Engagements contractuels divers donnés	211,5	126,1	12,6	350,2	319,9
Transport d'images	40,1	102,8	10,8	153,7	118,7
Engagements sur titres de participation	158,4	13,5	1,8	173,7	178,9
Autres	13,0	9,8	-	22,8	22,3
Engagements contractuels divers reçus	211,5	126,1	12,6	350,2	319,9
Engagements contractuels divers nets	-	-	-	-	-

33-3. Locations simples

<i>(en millions d'euros)</i>	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 2011	Total 2010
Contrats de location simple					
Locations simples données	21,9	71,3	21,7	114,9	145,5
Locations simples reçues	21,9	71,3	21,7	114,9	145,5
Contrats de location simple nets	-	-	-	-	-

33-4. Location-financement

<i>(en millions d'euros)</i>	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 2011	Total 2010
Contrats de location-financement (déjà comptabilisés au bilan)	4,4	10,8	-	15,2	20,0

34 Informations sur les parties liées

34-1. Rémunération des principaux dirigeants

La rémunération versée au cours de l'exercice 2011 aux cadres dirigeants du Groupe, soit les 15 membres du Comité de Direction générale TF1 cités dans le rapport annuel, s'élève à 9,2 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Rémunération fixe	6,6	6,0
Rémunération variable	2,6	1,7
Avantages en nature	N/S	N/S

Par ailleurs :

- la part de la charge de l'exercice liée aux options de souscription d'actions et aux attributions d'actions gratuites accordées à ces cadres dirigeants s'élève à 0,5 million d'euros ;
- la part des obligations comptabilisées au titre des indemnités de fin de carrière et autres avantages postérieurs à l'emploi est de 3,1 millions d'euros.

Les membres du Comité de Direction générale du groupe Bouygues, dont Nonce Paolini, bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime, qui constitue un avantage postérieur à l'emploi. La charge relative à la contribution versée en 2011 au fonds des actifs constitués par la compagnie d'assurances qui gère le régime, refacturée par Bouygues, est de 0,2 million d'euros.

En dehors des prêts de titres aux membres de la Direction également administrateurs, dans le cadre de leur fonction, il n'a été accordé aucun prêt ou garantie significatif aux membres de la Direction ou du Conseil d'Administration.

34-2. Transactions avec les autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées sont synthétisées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Parties liées en amont	26,0	35,4	(15,4)	(13,7)	12,4	9,7	56,8 ^(*)	6,3
Coentreprises	0,7	3,6	(2,2)	(4,9)	1,8	2,4	1,6	1,9
Entités associées	0,5	6,9	(8,8)	(5,9)	3,7	1,6	9,5	3,1
Autres parties liées	1,7	1,5	-	-	-	-	-	-
TOTAL	28,9	47,4	(26,4)	(24,5)	17,9	13,7	67,9	11,3

* dont principalement convention de trésorerie Bouygues Relais (cf. note 31-2-1)

Les conventions exécutées avec les coentreprises et les entités associées ont principalement pour nature des transactions courantes, de nature opérationnelle, dans le domaine audiovisuel, ainsi que des refacturations de prestations administratives du siège et des produits et charges liés aux opérations de trésorerie court terme.

Les conventions exécutées avec les autres parties liées comprennent celles réalisées principalement avec les autres sociétés du groupe Bouygues, filiales de Bouygues SA. Ces conventions sont de nature courante et commerciale, à l'exception des transactions réalisées avec l'entité Bouygues Relais dans le cadre de convention de trésorerie court terme.

Les engagements hors bilan présentés en note 33 n'incluent pas d'engagements significatifs envers les parties liées.

35 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires versés par le Groupe à ses commissaires aux comptes se répartit ainsi :

	Mazars				KPMG				Autres Réseaux Commissaires			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Commissariat aux comptes, certifications, examen des comptes individuels et consolidés	(800)	(812)	97%	97%	(875)	(795)	96%	89%	(90)	(76)	88%	100%
- Dont TF1 SA	(216)	(230)			(216)	(230)			-	-		
- Dont Filiales	(584)	(582)			(659)	(565)			(90)	(76)		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission des commissaires aux comptes	(27)	(25)	3%	3%	(25)	(102)	3%	11%	-	-	-	-
- Dont TF1 SA	(27)	(25)			(25)	(100)			-	-		
- Dont Filiales	-	-			-	(2)			-	-		
Honoraires CAC audit	(827)	(837)	100%	100%	(900)	(897)	98%	100%	(90)	(76)	88%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement												
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	(16)	-	2%	0%	(12)	-	12%	-
Autres (si > 10 % des honoraires d'audit)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Honoraires CAC autres	-	-	-	-	(16)	-	2%	0%	(12)	-	12%	0%
TOTAL HONORAIRES CACS	(827)	(837)	100%	100%	(916)	(897)	100%	100%	(102)	(76)	100%	100%

36 Dépendance du Groupe à l'égard des licences concédées

TF1 est un service de communication audiovisuelle soumis à autorisation.

La Loi du 30 septembre 1986 modifiée par la Loi du 2007-309 du 5 mars 2007 a prévu que sous certaines conditions, une société puisse bénéficier de reconductions automatiques de son autorisation d'émettre. TF1 a signé les conventions et pris les engagements nécessaires afin de rester titulaire de son autorisation d'émettre jusqu'en 2022.

Par ailleurs, les filiales ou co-entreprises suivantes : LCI, Eurosport France, TMC, NT1 et TF6, sont titulaires d'une autorisation de diffusion hertzienne numérique délivrée le 10 juin 2003 pour une durée de 10 ans.

37 Évènements postérieurs à la clôture

Pas d'évènement postérieur à la clôture significatif à noter.

38 Périmètre de consolidation détaillé

SOCIETE	NATIONALITE	ACTIVITE	% CONTRÔLE ⁽¹⁾	METHODE CONSOLIDATION	% CONTRÔLE ⁽¹⁾	METHODE CONSOLIDATION
TF1 SA	Française	Diffusion de programmes audiovisuels		Société mère		Société mère
ANTENNES France						
TF1 PUBLICITE	Française	Régie publicitaire TF1	100,00%	IG	100,00%	IG
TF1 FILMS PRODUCTION	Française	Co-production de films	100,00%	IG	100,00%	IG
TELESHOPPING	Française	Télé-achat	100,00%	IG	100,00%	IG
TV BREIZH	Française	Chaîne thématique	100,00%	IG	100,00%	IG
UNE MUSIQUE	Française	Edition musicale et phonographique	100,00%	IG	100,00%	IG
TF6	Française	Chaîne thématique	50,00%	IP	50,00%	IP
TF1 ENTREPRISES	Française	Télématique, droits dérivés	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT France SA	Française	Chaîne thématique	100,00%	IG	100,00%	IG
EZ TRADING	Française	Import-Export	-	-	100,00%	IG
TF1 THEMATIQUES	Française	Holding du pôle chaînes thématiques	100,00%	IG	100,00%	IG
E-TF1	Française	Création/diffusion services internet et télévisuel	100,00%	IG	100,00%	IG
LA CHAINE INFO	Française	Chaîne thématique	100,00%	IG	100,00%	IG
TF1 PRODUCTION	Française	Production de programmes	100,00%	IG	100,00%	IG
BAXTER	Française	Edition musicale et phonographique	-	-	100,00%	IG
TF6 GESTION	Française	Gérante de TF6	50,00%	IP	50,00%	IP
SERIE CLUB	Française	Chaîne thématique	50,00%	IP	50,00%	IP
MONTE CARLO PARTICIPATIONS	Française	Holding de TMC	100,00%	IG	100,00%	IG
TOP SHOPPING	Française	Distribution en magasins	100,00%	IG	100,00%	IG
LES NOUVELLES EDITIONS TF1	Française	Edition littéraire	-	-	51,00%	IG
STYLIA	Française	Chaîne thématique	100,00%	IG	100,00%	IG
APHELIE	Française	Société immobilière	100,00%	IG	100,00%	IG
HISTOIRE	Française	Chaîne thématique	100,00%	IG	100,00%	IG
USHUAIA TV	Française	Chaîne thématique	100,00%	IG	100,00%	IG
TELE MONTE CARLO	Monégasque	Chaîne thématique	80,00%	IG	80,00%	IG
INFOSHOPPING	Française	Infomercials	-	-	100,00%	IG
WAT	Française	Création/services internet	100,00%	IG	100,00%	IG
TMC REGIE	Française	Régie publicitaire TMC	100,00%	IG	100,00%	IG
SKY ART MEDIA	Etats-Unis	Publication presse	27,54%	ME	27,54%	ME
OUEST INFO	Française	Agence d'images d'actualités télévisées	100,00%	IG	100,00%	IG
ONE CAST	Française	Service de diffusion et de transmission audiovisuelle	100,00%	IG	100,00%	IG
FIRELIE	Française	Société immobilière	100,00%	IG	-	-
TF1 DISTRIBUTION	Française	Distribution de chaînes de télévision	100,00%	IG	-	-
SF2J	Française	Editeur de jeux de société	100,00%	IG	100,00%	IG
DUJARDIN	Française	Editeur de jeux de société	100,00%	IG	100,00%	IG
WB TELEVISION	Belge	Diffusion de programmes audiovisuels	49,00%	ME	49,00%	ME
HOLDING OMEGA PARTICIPATIONS	Française	Holding	100,00%	IG	100,00%	IG
GIE TF1 Acquisitions de droits	Française	Acquisition/ventes de droits audiovisuels	100,00%	IG	100,00%	IG
NT1	Française	Chaîne thématique	100,00%	IG	100,00%	IG
TF1 DS	Française	Acquisition/ventes de droits audiovisuels	100,00%	IG	100,00%	IG
PERELIE	Française	Société immobilière	100,00%	IG	-	-
PLACE DES TENDANCES	Française	Commerce en ligne	80,00%	IG	80,00%	IG
TF1 EXPANSION	Française	Holding	100,00%	IG	100,00%	IG
METRO FRANCE PUBLICATIONS ⁽²⁾	Française	Editeur de presse	100,00%	IG	34,30%	ME

SOCIETE	NATIONALITE	ACTIVITE	% CONTRÔLE (1)	METHODE CONSOLIDATION	% CONTRÔLE (1)	METHODE CONSOLIDATION
DROITS AUDIOVISUELS						
CIBY 2000	Française	Exploitation de droits audiovisuels	100,00%	IG	100,00%	IG
TF1 VIDEO	Française	Exploitation de droits vidéo	100,00%	IG	100,00%	IG
GIE SONY TF1 VIDEO	Française	Exploitation de droits vidéo	50,00%	IP	50,00%	IP
TF1 DROITS AUDIOVISUELS	Française	Exploitation de droits audiovisuels	100,00%	IG	100,00%	IG
TCM DA	Française	Exploitation de droits audiovisuels	-	-	50,00%	IP
TCM GESTION	Française	Gérante de TCM DA	-	-	49,96%	IP
SOFICA VALOR 6	Française	Exploitation de droits audiovisuels	100,00%	IG	-	-
TF1 INTERNATIONAL	Française	Exploitation de droits audiovisuels	66,00%	IG	66,00%	IG
UGC DISTRIBUTION	Française	Exploitation de droits audiovisuels	34,00%	ME	34,00%	ME
ANTENNES INTERNATIONALES						
EUROSPORT SA	Française	Commercialisation du programme Eurosport hors France	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT BV	Néerlandaise	Commercialisation aux Pays Bas du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT TELEVISION LTD	Anglaise	Commercialisation au Royaume Uni du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT TV AB	Suédoise	Commercialisation en Suède du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT MEDIA GMBH	Allemande	Commercialisation en Allemagne du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT EVENT LTD	Anglaise	Organisation de courses automobiles	100,00%	IG	100,00%	IG
SRW EVENTS LTD	Anglaise	Organisation de courses automobiles	-	-	100,00%	IG
EUROSPORT ITALIA	Italienne	Commercialisation en Italie du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT ASIA-PACIFIC	Hong-Kong	Commercialisation en Asie du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT MEDIA SA	Suisse	Commercialisation en Suisse du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT SA SPAIN	Espagnole	Commercialisation en Espagne du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT FINLAND	Finlandaise	Commercialisation en Finlande du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORTNEWS DISTRIBUTION LTD	Hong-Kong	Commercialisation en Asie du programme Eurosport	98,00%	IG	98,00%	IG
EUROSPORT NORVEGE AS	Norvégienne	Commercialisation en Norvège du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT POLSKA	Polonaise	Commercialisation en Pologne du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT DANMARK APS	Danoise	Commercialisation au Danemark du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT EVENTS	Française	Organisation d'événements sportifs	-	-	100,00%	IG
EUROSPORT ARABIA FZ LLC	Emirati	Commercialisation au Moyen Orient du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
EUROSPORT MEDIA DISTRIBUTION Portugal	Portugal	Commercialisation au Portugal du programme Eurosport	100,00%	IG	100,00%	IG
ACTIVITES DIVERSES						
SPS	Française	Exploitation d'une activité de jeux d'argent en ligne	-	-	100,00%	IG
1001 LISTES	Française	Création/services internet	-	-	100,00%	IG
DIRECT OPTIC PARTICIPATIONS	Française	Commerce en ligne	25,40%	ME	-	-

(1) A l'exception de TMC, pour lesquelles le pourcentage d'intérêt est de 80 %, il n'existe pas d'autre différence significative entre le pourcentage de contrôle et le pourcentage d'intérêt sur les autres sociétés.

(2) Metro France Publications : jusqu'au 28 juillet 2011, date de la prise de contrôle par TF1, les dispositions du pacte d'actionnaires du 14 novembre 2003 entre TF1 et Metro International SA conduisaient à organiser le contrôle exclusif de Publications Metro France par Metro International, TF1 n'exerçant qu'une influence notable sur cette filiale détenue alors à 34,3 %.